



## TABLOÏD SPORTS

**L'espoir persiste dans la LNH: Goodenow tend une perche à Ziegler**

**Fletcher mène les Expos à un premier gain convaincant**

## POLLUTION C8

**Charest fait valoir l'urgence de se porter au secours du Saint-Laurent**



## ARTHABASKA A5

**Les employés de HPL répliquent en déclenchant la grève**

## ÉCONOMIE C1

**Bombardier devance trois entreprises et achète au Mexique**

## 75 ANS B6

**100 000 Canadiens donnaient l'assaut à Vimy en 1917**



Le premier ministre Mulroney et un vétérans canadien, aux célébrations d'hier, en France.

## EAST ANGUS B2

**Centre mis en place pour le maintien des aînés à domicile**

## MÉTÉO A2

(101<sup>e</sup> jour de l'année)

Variable: 3 à -2 C  
Lever du soleil: 7h11  
Coucher du soleil: 19h27  
Demain: ennuagement

# Chute surprise du taux d'escompte

Montréal (PC)

Le taux d'escompte de la Banque du Canada a chuté substantiellement hier, de 20 centièmes, passant de 7,41 à 7,21 pour cent, ce qui a surpris la plupart des observateurs.

La diminution avait été appréhendée par les banques à charte qui, dans les heures qui ont précédé la fixation du taux d'escompte en début d'après-midi, avaient annoncé en cascades qu'elles abaissaient leur taux préférentiel de 8,25 à 8,00 pour cent.

Le taux préférentiel, rappelons-le, est le taux d'intérêt sur les prêts que les institutions offrent à leurs meilleurs clients.

La Banque de Montréal avait

devancé ses concurrentes depuis un bon moment déjà puisque son taux préférentiel avait été abaissé à 7,75 pour cent le 24 mars dernier.

La chute du taux d'escompte a également provoqué une baisse de 0,25 centièmes de la structure des taux hypothécaires à court et moyen terme. Chez la plupart des institutions, le taux pour un terme d'un an est passé de 9,25 à 9,00 pour cent.

Même si la baisse est importante, le niveau actuel du taux d'escompte demeure légèrement supérieur au plancher de 7,08 pour cent qui avait été atteint en janvier dernier.

Selon un économiste de la Banque Royale, Benoît Durocher, la déclaration du gouverneur de la Banque du Canada cette semaine, à

l'effet que les objectifs de la politique anti-inflationniste sont en voie d'être atteints, a sans doute aidé à aspirer le taux d'escompte vers le bas.

Mais plus encore, la bonne tenue du dollar canadien et le piètre état de l'économie canadienne ont sans doute fortement joué en faveur de cette quatrième diminution consécutive du taux d'escompte, souligne Clément Gignac, économiste à la Banque Nationale. Le dollar canadien a malgré tout progressé de 0,10 centièmes hier, pour atteindre 84,18 cents US.

M. Gignac pense que la «table est mise» pour que le taux d'escompte descende en bas de 7,08 pour cent mais, croit-il, cela devra survenir d'ici deux à trois semaines.

# Aucun contact avec les autres enfants... même à la récréation

Les parents traditionalistes de Notre-Dame-des-Bois continuent de rejeter l'école publique pour leurs 33 jeunes

Pierre SÉVIGNY Sherbrooke

«Nous aurions plus à perdre qu'à gagner en envoyant nos enfants à l'école publique.»

C'est parce que les valeurs qui sont véhiculées ou même vécues dans les institutions scolaires sont résolument contraires à leurs croyances religieuses et morales que les parents traditionalistes de Notre-Dame-des-Bois refusent mordicus d'envoyer leurs 33 enfants de niveau primaire à l'école publique.

Un des parents, Rosaire Goyette du rang 8, a illustré l'état d'âme des membres de sa communauté en faisant la déclaration rapportée plus haut. À ses yeux, c'est un cas d'objection de conscience qui les incite à refuser l'inscription des enfants dans une école publique de la Commission scolaire de Lac-Mégantic.

Pour la première fois depuis le début des tirailllements entre les parents et la commission scolaire, il y a quelques mois, des porte-parole

du groupe ont accepté d'accorder une entrevue. Par l'entremise de La Tribune, ils veulent répondre aux accusations qui sont portées contre eux concernant l'éducation de leurs enfants.

### «Une protection»

Marc Goyette, le fils de Rosaire, qui garde quatre jeunes à la maison, soutient que la suggestion de la commission scolaire de retirer leurs enfants des cours de sexualité n'a aucun sens, affirmant qu'il n'y aurait aucune différence à les inclure ou les exclure parce que, de toute façon, ils côtoieraient les autres enfants. Eux, dit-il, n'en seraient pas exclus et rencontreraient leurs propres enfants pendant les moments de récréation. «C'est une protection que nous voulons donner à nos enfants», ajoute Rosaire Goyette.

En outre, il fait valoir que les parents concernés sont des personnes responsables qui aiment leurs enfants.

Il précise aussi que les traditionalistes ont l'impression de vivre dans un monde à l'envers; selon eux, les commissions scolaires ne cherchent qu'à remplir leurs écoles

alors que la société ne veut plus d'enfants.

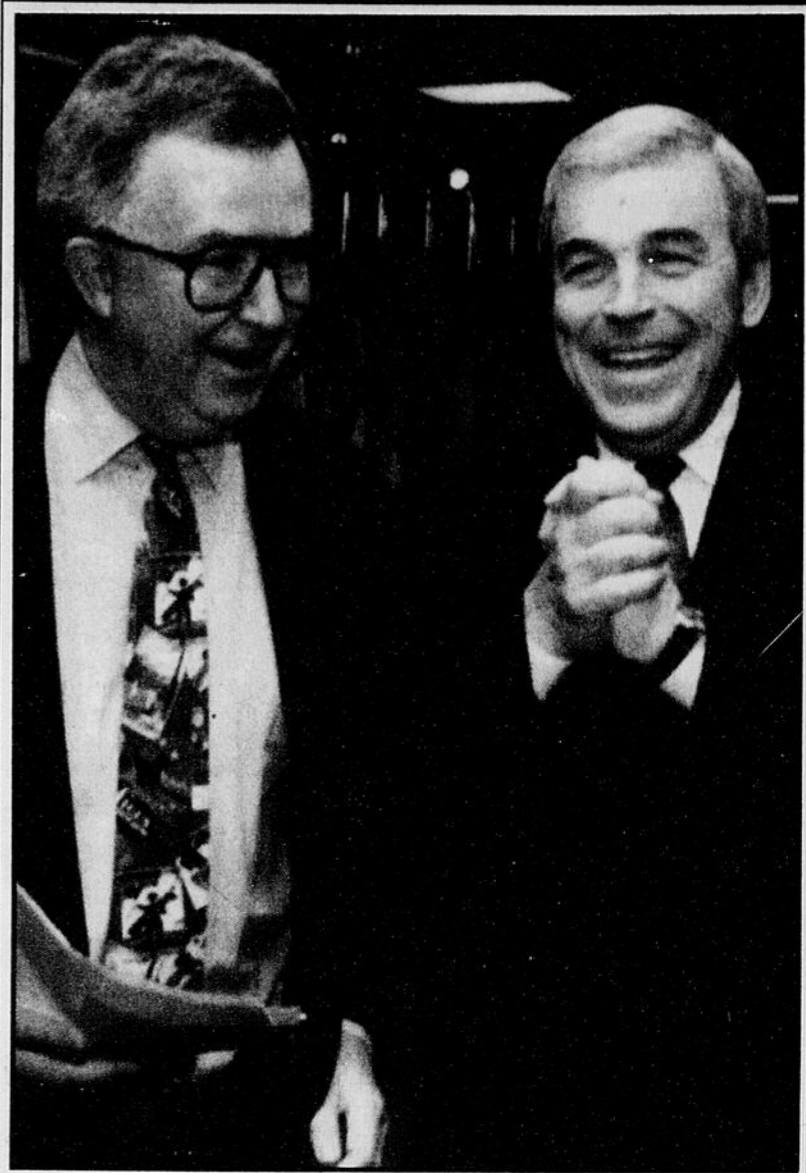
Sur un autre front, les deux porte-parole du groupe précisent que les parents n'acceptent pas les résultats de l'évaluation des apprentissages effectuée au mois de novembre dernier par la Commission scolaire de Lac-Mégantic parce que, disent-ils, les tests ne correspondaient pas à ce que les 33 enfants avaient appris.

Selon Marc Goyette, il est faux de prétendre que les enfants sont faibles en français et en mathématiques. Il attribue le résultat par le fait que les enfants vivaient alors un stress, compte tenu de toutes les circonstances ayant entouré la venue des représentants de la commission scolaire.

Il n'ont pas de contre-proposition à faire à la commission scolaire si ce n'est qu'ils entendent toujours instruire leurs enfants à leurs frais. Ce qui représente une économie qu'ils évaluent à plus de 200 000 \$.

## Pas peur du DPJ (A3)

## SOURIRES DE SATISFACTION



Les ministres Joe Clark et Benoit Bouchard étaient visiblement satisfaits, hier, à l'issue de la conférence constitutionnelle de Halifax. Après le concept de société distincte, c'est le droit inhérent des autochtones à l'autonomie gouvernementale qui a fait l'objet d'une entente de principe. NOS INFORMATIONS EN PAGE B1.

# Gare au plombier!

Pierre SAINT-JACQUES Sherbrooke

À deux reprises, en après-midi hier à Sherbrooke, un individu a réussi à pénétrer dans autant de maisons, par la grande porte, avec la permission du propriétaire... en se faisant passer pour un plombier ou une sorte d'inspecteur en plomberie.

Sous prétexte de vérifier le système de chauffage et l'état de la tuyauterie, l'homme ne semble pas éprouver de difficulté à se faire accepter par son hôte.

Une fois dans la maison, il demande à la personne d'aller dans une autre pièce afin de lui dire s'il entend du bruit selon les opérations qu'il doit exécuter.

Il profite alors de l'absence momentanée de son hôte ou hôtesse pour fouiller et... voler.

Dans un cas, il a réussi à commettre un vol, dans l'autre, il a été surpris alors qu'il fouillait dans un sac à main.

Le relationniste à la Police municipale de Sherbrooke, Serge Fournier, invite les citoyens à être prudents, à ne jamais permettre à un inconnu d'avoir accès à leur domicile et à toujours demander à ce genre de visiteur de présenter des pièces d'identité.

Si le doute persiste après avoir procédé à l'identité du visiteur, on ne doit pas hésiter à communiquer avec la police.

Les deux incidents signalés hier sont survenus dans le quartier ouest.

# John Major renverse la vapeur

Le Parti conservateur du premier ministre John Major a fait mentir les sondages en Grande-Bretagne en décrochant une majorité absolue aux élections générales d'hier.

LES DÉTAILS EN PAGE C7.



Photobase AP

# Grande-Baleine, la «catastrophe»

Marco FORTIER Sherbrooke

Deux jeunes autochtones d'Amérique latine, en tournée au Québec pour la Semaine interculturelle, retourneront chez eux avec une ferme conviction: le projet de centrale hydroélectrique Grande-Baleine est une «catastrophe». Ils en parleront à leurs compatriotes.

Marcos Perez et Osmar Pinto, des Amérindiens originaires respectivement du Guatemala et du Paraguay, se sont adressés aux élèves du Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke, hier, dans le cadre de la «Tournée internationale jeunesse pour la paix et la justice».

La rencontre avait pour but de sensibiliser les Québécois aux problèmes que vivent les autochtones, notamment ceux d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Les Amérindiens du Québec, pour une

raison que même les organisateurs ignorent, ont refusé de prendre part à la Tournée.

### La semaine interculturelle en Estrie



«On s'oppose au projet de la Baie James II, qui est une vraie catastrophe écologique», ont dit

MM. Perez et Pinto, en espagnol. L'interprète de la Tournée, Geneviève Cifuentes, une Chélienne qui habite Montréal, traduisait leurs propos.

À leur arrivée au Québec voilà trois semaines, les deux Amérindiens, âgés de 21 et 20 ans, ne connaissaient pas le projet de centrale hydroélectrique Grande-Baleine. On les en a informés lors de la quinzaine de conférences qu'ils ont données depuis, dans tout le Québec.

En outre, Marcos Perez et Osmar Pinto ont rencontré des chefs algonquins du Québec. Ils disent ressentir une «grande solidarité» avec leurs «frères indiens du Québec».

### Comme en Amazonie

Les deux visiteurs s'opposent au projet de développement de la centrale au même titre qu'ils ont fustigé la coupe à blanc qui sévit dans la forêt amazonienne, dans le nord

du Brésil. «Les gens qui habitent sur place sont opposés au projet de centrale. Les promoteurs ne devraient donc pas construire la centrale», arguent-ils.

«On ne veut pas passer pour des écologistes fanatiques», précisent nos deux Amérindiens, qui parlaient d'un ton modéré. Aucune exaspération ne filtrait de leurs propos.

Les attaques fusent de toutes parts contre le projet de centrale hydroélectrique Grande-Baleine, dans le nord du Québec. Les écologistes canadiens et américains s'allient aux Amérindiens pour crier au désastre écologique: la construction du barrage exigerait l'aménagement d'une rivière et l'inondation de vastes terres vierges.

Le projet a échappé, jusqu'ici, aux critiques des Verts d'Amérique latine.

## 500 ans de lutte (A2)

La bonne nouvelle  
Prix Juge-Lemay  
à Mgr Paulhus

Mgr Euchariste Paulhus, docteur en pédagogie, psychologue, éducateur et écrivain, recevra le Prix littéraire Juge-Lemay que décerne annuellement la Société St-Jean-Baptiste du diocèse de Sherbrooke.

Âgé de 67 ans et prêtre du diocèse de Sherbrooke depuis le 12 mars 1949, Mgr Paulhus a été impliqué à plusieurs niveaux dans l'aide aux jeunes, tant dans la région qu'à l'extérieur du pays. Il a notamment oeuvré pour l'Institut Val-du-Lac et le Centre Val-Estrie.



Mgr Euchariste Paulhus

Situation générale pour le Québec et la vallée de l'Outaouais émise par le centre météorologique du Québec à l'ouest du Québec à 16 h 30 hier.

Une dépression juste au sud de la Baie de James traversera la province d'ouest en est pour se retrouver sur la Côte-Nord demain après-midi. Ce système apporte de la neige sur les régions du moyen nord, tandis que les régions du sud subiront les effets du passage d'un front froid associé à cette dépression. Après le passage du front, le dégelage s'effectue rapidement, de tel sorte que l'est du Québec sera sous les nuages demain.

Malheureusement le week-end commencera sous la grisaille. Une importante dépression provenant du sud-ouest des Grands-Lacs apportera du temps pluvieux sur l'ouest du Québec demain, alors que l'est s'ennuagera graduellement. Les températures seront sous les normales saisonnières aujourd'hui mais remonteront à près de celles-ci demain.

**Estrie-Beauce, Québec:** dégelage tôt le matin. Ensoleillé avec passages nuageux. Max. près de plus 3. Vents d'ouest à nord-ouest de 30 à 50 km/h diminuant à 20 et 40 km/h. Demain: ennuagement suivi de pluie intermittente. Min. près de moins 2. Max. de plus 5 à plus 8. Vents.

**Trois-Rivières, Drummondville:** ensoleillé avec passages nuageux. Max. près de 3. Vents du nord-ouest de 30 à 50 km/h diminuant à 20 et 40 km/h. Demain: pluvieux. Min. près de zéro. Max. près de 9. Vents.

**Montréal:** ensoleillé avec passages nuageux. Max. près de 6. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: pluvieux. Min. près de zéro. Max. près de 12. Vents.

**Ottawa-Hull, Cornwall:** ensoleillé avec passages nuageux. Ennuagement le soir. Max. près de 6. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: pluvieux. Min. près de zéro. Max. près de 12.

**Laurentides:** ensoleillé avec passages nuageux. Max. près de plus 2. Vents du nord-ouest de 30 à 50 km/h diminuant à 15 à 30 km/h. Demain: pluie intermittente. Min. près de moins 2. Max. près de 8. Vents.

**Pontiac-Gatineau et Lièvre:** ensoleillé avec passages nuageux. Ennuagement le soir. Max. près de plus 2. Vents de 15 à 30 km/h. Demain: pluvieux. Min. près de moins 2. Max. près de 8.

**Réserve faunique des Laurentides:** dégelage graduel. Température stable à près de moins 2. Vents du nord-ouest de 30 à 50 km/h. Demain: ennuagement suivi de neige intermittente. Min. près de moins 7. Max. près de plus 3. Vents.

**Vers le sud**

Acapulco	24 32	Barbade	28 31
Bermudes	21 22	Brownsville	20 27
Daytona	15 23	Guadalajara	10 30
Guadeloupe	24 31	Honolulu	20 29
Kingston	27 28	La Havane	18 27
Las Vegas	14 27	Los Angeles	16 19
Mazatlan	20 30	Merida	22 32
Mexico	10 26	Miami Beach	21 31
Myrtle Beach	12 26	Nassau	21 28
Orlando	17 28	Palm Springs	15 32
Reno	07 22	San Juan	28 29
Tampa	18 28	Trinidad	27 29
West Palm Beach	19 27		

**INDEX**

Arts:	B-3
Bandes dessinées:	D-9
Décès:	C-7
Denis Messier en liberté:	D-10
Économie:	C-1
Éditorial:	A-6
Horoscope:	D-9
Info-Jeunesse:	D-11
Petites annonces:	C-3
Sports:	D-1
Vivre:	B-2

**La Tribune**

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,  
Tél.: 564-5450, 511-2188

Téléphones:  
Petites annonces: 564-0999  
Publicité: 564-5450  
Rédaction: 564-5454  
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke  
par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc.  
(division La Tribune)

**ADMINISTRATION**  
Jean-Guy Dubuc Président et éditeur  
Jean-Guy Farah Vice-président  
Finances et administration

**RÉDACTION**  
Jacques Pronovost Rédacteur en chef  
Roch Billaudeau Rédacteur adjoint  
Denis Messier Rédacteur des pages sportives  
Chef de pupitre  
Pierre-Yvon Bégin Directeur de l'information  
Maurice Cloutier Rédacteur en chef nouvelles  
Stéphane Lavallée

**PUBLICITÉ**  
Gilles Boisjoly Directeur  
PROMOTION  
Lise Desjardins Directeur

**PRODUCTION**  
Alain Pelletier Directeur  
J. Jacques Delorme Chef des opérations  
Gérard Pépin Adjoint  
Gaston Grenier Adjoint  
Benoît Côté Chef pressier

**COMPTABILITÉ**  
André Corriveau Contrôleur  
Julienne Poulin Gérante du crédit

**TIRAGE**  
Pierre Dubois Directeur  
André Custeau Adjoint au directeur

**GÉRANTS DE DISTRICT**  
Pierre-Alain Dion  
Jacques Faucher  
Michèle Fournier  
Michel Lavoie  
Serge Nadeau  
Claude Ouellet  
Gaston Pinard  
Jean-Charles Poulin  
Pierre Fournier  
Jocelyn Godbout

**EXPÉDITION**  
Michel Doyon Gérant  
ÉDIFICE  
André Jacques Responsable

**Livraison à domicile:**  
— Camionnets et camionnets motorisés  
Prix de vente suggéré incluant  
T.P.S. payée par le camionnet... \$3.43  
taxe de vente du Québec... 28  
Coût à l'abonné... \$3.71

**Envoi de publication:**  
Enregistrement No. 1539  
Abonnement Au Canada, territoire immédiat, sauf endroits desservis par camionnet et camionnets motorisés. 1 an \$155.00, 6 mois \$81.00, 3 mois \$42.00, 1 mois \$22.00. Hors de notre territoire immédiat, 1 an \$210.00, 6 mois \$130.00, 3 mois \$85.00, 1 mois \$55.00. Aux États-Unis et autres pays, 1 an \$370.00, 6 mois \$210.00, 3 mois \$135.00, 1 mois \$85.00.  
**Ces prix excluent les taxes**  
La Tribune est sociétaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau et Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources et informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similés de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

**EMPLOIS DU JOUR**

**Chauffeur de camion**  
Code prof: 9175 #2687478  
Exigences: avoir un permis de conduire soit classe 1 ou 2 ou 3/bonne forme physique/ne pas être daltonien  
Salaire: 6.50\$/h  
Fonctions: conduire un camion de récupération de papier/acheter le papier et en faire le tri.

**Réparateur de carrosseries**  
Code prof: 8581 #2687010  
Exigences: posséder une carte de compétence de compagnon classe minimum «C» obligatoirement  
Salaire: selon la carte de compétence  
Fonctions: démonter et réparer des automobiles.

**Mécanicien-moteur diesel**  
Code prof: 8584 #2686706  
Exigences: doit avoir 2 ans exp. dans l'entretien de moteurs diesel/le travail se fera à East Angus  
Salaire: selon expérience  
Fonctions: faire entretien et la prévention de moteur de camion.

**Réparateur/trice de petits moteurs**  
Code prof: 8689 #2686092  
Exigences: 5 ans exp. dans réparations de petits moteurs  
Salaire: entre 8 à 10\$/h selon exp.  
Fonctions: réparer tondeuses & scies mécaniques.

Veuillez vous présenter à votre Centre d'emploi du Canada afin de consulter ces offres d'emploi sur le tableau d'affichage.  
Une initiative de La Tribune en collaboration avec le Centre d'emploi.

**45 personnes recouvrent 9000 \$ grâce à l'OPC**

Sherbrooke (GF)

À la suite de l'intervention du bureau régional de l'Office de la protection du consommateur, 45 consommateurs de la région estrienne ont pu récupérer une somme d'environ 9000 \$.

Et pourtant, rappelle le directeur, Yves Leclair, le dossier n'a pas été facile puisqu'il concernait une compagnie américaine, donc une compagnie qui n'a pas de siège social au Québec.

L'histoire remonte à l'été 1991. Cet été-là, des consommateurs ont cru participer à un concours lorsqu'ils ont rempli des coupons distribués par la compagnie Vacation Break. Or, à ce jeu, tout le monde a gagné. Chacun a reçu un coup de téléphone lui annonçant qu'il venait de gagner une croisière pour laquelle il devait déboursier un léger montant pour couvrir des frais d'administration. Il n'avait qu'à donner le numéro de sa carte de crédit.

Derrière la croisière, il y avait une session intensive en vue de vendre du temps de vacances. Vacation Break est en fait une compagnie spécialisée dans les vacances à temps partagé. Ses clients acceptent de déboursier un montant pour être les propriétaires d'un condo durant une semaine par année, toujours la même semaine.

L'OPC avait reçu une cinquantaine de plaintes. Ces gens regrettaient leur geste et ne voyaient pas comment ils pourraient récupérer leur argent. L'OPC a pu satisfaire 45 d'entre eux. On rappelle qu'il ne faut jamais donner le numéro de sa carte de crédit à des commerçants inconnus qui sollicitent un téléphone.

M. Larose était à préparer un

**Les Amérindiens fêteront «500 ans de résistance» à l'envahisseur**

□ Les célébrations du débarquement de Colomb se font dans deux sens, rappelle un Maya

**La semaine interculturelle en Estrie**



Marco FORTIER Sherbrooke

Pendant que les Européens célèbrent dans l'euphorie le 500<sup>e</sup> anniversaire du débarquement de Christophe Colomb en Amérique, les autochtones, eux, fêteront «500 ans de résistance».

Les célébrations marquant l'événement se dérouleront malgré tout sans violence, croient deux autochtones latino-américains de passage à Sherbrooke hier, dans le cadre de la Semaine interculturelle.

«1992 est une grande année, parce qu'on fête 500 ans de résis-

tance», a dit Marcos Perez, un jeune Indien du Guatemala. «On célèbre le fait que nous soyons toujours là malgré la volonté d'assimilation dont nous nous avons toujours été victimes.»

Iriez-vous jusqu'à prendre les armes pour défendre votre culture? leur a-t-on demandé. «Personnellement, non», a d'abord répondu M. Perez, qui ne croit pas qu'il soit «nécessaire d'en arriver là».

Il a rappelé du même souffle que la résistance armée de l'Unité révolutionnaire guatémaltèque date de 32 ans. La grogne règne au Guatemala, un pays aux prises avec la corruption.

**Authentique Maya**  
Marcos Perez est un descendant du peuple Maya, qui se considère lui-même comme un authentique Maya: «J'ai la même religion et les mêmes habitudes de vie que mes ancêtres».

Le jeune homme, originaire de la campagne guatémaltèque, étudie en science politique au Costa Rica. Il a dû quitter son pays à l'âge de 10 ans, à titre de... réfugié politique. Il a vu son père se faire assassiner. En plus de l'espagnol, Marcos Perez parle couramment le Quiché, la langue qu'utilisaient les Mayas avant l'arrivée des conquistadors.



Marcos Perez, du Guatemala

Osmar Pinto étudie pour sa part l'économie dans la capitale du Paraguay, Asuncion. Outre l'espagnol, il parle le Guarani, deuxième langue officielle du pays.

L'État «protège» (officiellement, du moins) la langue guaranie, ce qui n'empêche pas le péril de la culture autochtone: 99 pour cent des Amérindiens du Paraguay sont analphabètes, dit Osmar Pinto. «Je me considère chanceux d'avoir accès à l'éducation.»

Les Amérindiens du Sud sont tiraillés entre leurs traditions et le



Osmar Pinto, du Paraguay

mode de vie «occidental». Des diapositives, projetées hier lors d'une rencontre avec les étudiants du Collège Mont Notre-Dame, montraient le phénomène: les Indiens portent des vêtements traditionnels, vivent dans des «tentes» traditionnelles situées à l'ombre des grands buildings et... écoutent du rap dans leurs magnétophones américains.

— FIN —

**Les petits animaux de Pâques sont populaires, mais attention aux responsabilités des proprios**

□ La SPA s'inquiète d'expériences faites avec des animaux à l'école

Pierre SAINT-JACQUES Sherbrooke

L'approche de Pâques entraîne toujours dans son sillage une regain de popularité pour les petits animaux... et pas seulement pour ceux en chocolat!

La Société protectrice des animaux de l'Estrie prêche depuis plusieurs années le gros bon sens devant cette fièvre, non pas animale, mais pour le petit animal et invite les gens qui, sous l'impulsion ou l'atmosphère de la fête de Pâques, s'approprient à en acheter un vivant, de reporter la décision à plus tard.

«Il nous semble que l'achat d'un animal, en toute autre période que celle de Pâques, est plus réfléchi, plus conséquent avec les responsabilités qu'une telle acquisition entraîne», dira M. Michel Larose, inspecteur à la SPA de l'Estrie.

Depuis 1986, il n'y a plus d'animaux de Pâques dans les animaleries.

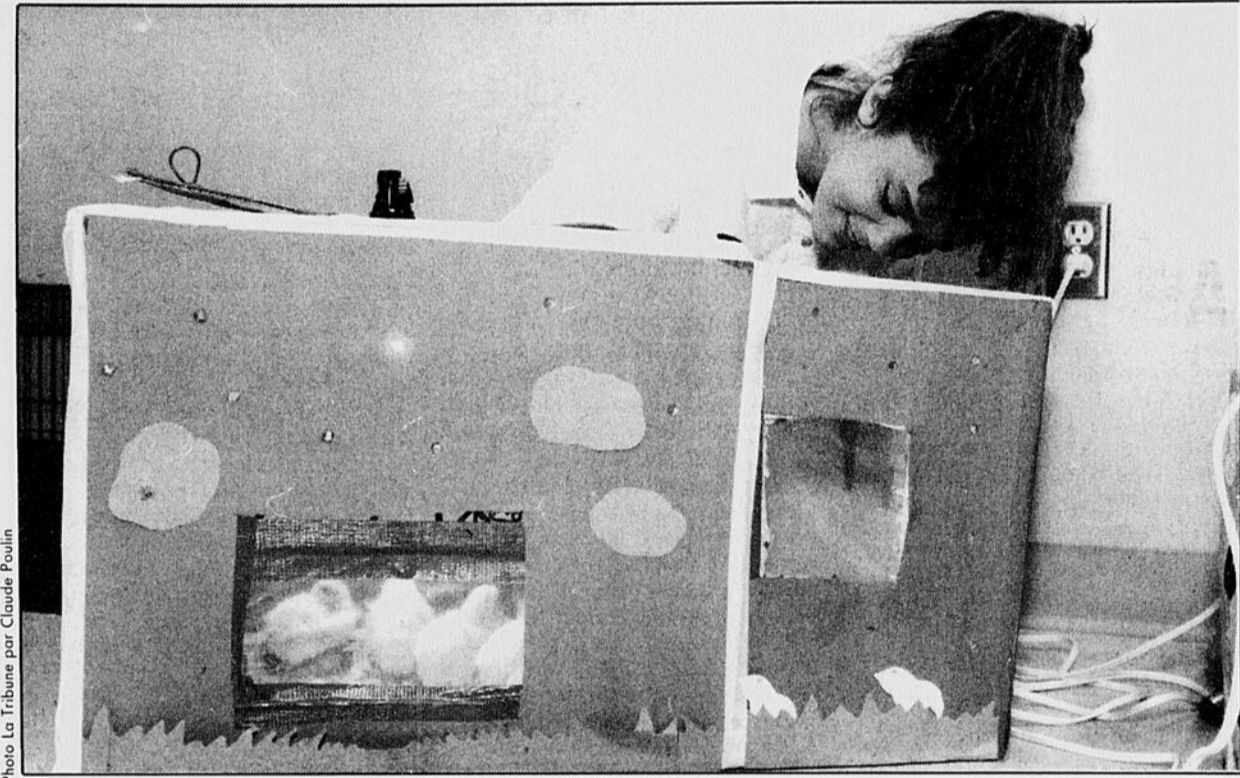
La réglementation municipale dans plusieurs villes, dont Sherbrooke et Rock Forest, interdit la vente de poussins et de canards.

**Des tortues**  
«Le phénomène que l'on observe maintenant est le remplacement des poussins par les tortues. Certaines animaleries n'hésitent pas à augmenter leur inventaire de tortues pour en écarter jusqu'à 100 et même 150 dans la seule période de Pâques. Or, les tortues que l'on vend viennent de l'État de la Floride... de là même où l'on en interdit la vente car elles sont porteuses de salmonellose», ajoutera M. Larose.

Miniatures au début, les tortues se développent, augmentent en volume et en voracité. Bien qu'évoluant une bonne partie de leur existence dans l'eau, il est extrêmement difficile de conserver leur habitat... propre.

C'est tout un bail!  
«Les tortues qui restent miniatures sont celles qui meurent prématurément. Au sujet des autres, il vient un temps où leurs propriétaires ne savent vraiment plus quoi en faire. Les commerçants ne veulent pas les reprendre. On les apporte à la SPA où nous procédons à leur euthanasie.»

M. Larose était à préparer un



La SPA de l'Estrie s'inquiète d'expériences faites à l'école avec des animaux vivants. Mais à l'école, on croit au contraire que ces projets éducatifs éveillent l'enfant à la sauvegarde des animaux, à leur bien-être. Valérie Dodier, de la cinquième année de l'école La Samare, pourrait en témoigner puisqu'elle et ses copains ont vécu une expérience d'éclosion de poussins.

message de Pâques quand il a appris que dans une école primaire de Fleurimont, on avait, dans le cadre d'un programme de sciences de la nature, procédé à l'éclosion de poussins.

«Dans notre philosophie, on ne peut endosser de telles activités. D'abord il est difficile de mener à terme une telle expérience: les jeunes s'attachent à ces petits animaux et feront souvent pression auprès de leurs parents pour en obtenir. Il y a également la façon dont on dispose des poussins après l'expérience parce que, dix jours après l'éclosion, ils ont perdu leur duvet, et neuf semaines plus tard, ils sont adultes. De telles expériences nous donnent l'impression que l'on retourne six ou sept ans en arrière!», commentera M. Larose.

La SPA invite plutôt enseignants et élèves à se rendre dans les centres commerciaux pour visiter les «fermes de Pâques». Il y a des directives précises pour ceux qui organisent de telles fermes. On

s'assure que les animaux sont prêtés pour retourner d'où ils viennent et non pas être sacrifiés pour Pâques.

**Expérience scientifique**  
À l'école La Samare où l'expérience a été menée, on émet un point de vue bien défendable.  
«Nous comprenons les inquiétudes de la SPA sans doute parce qu'il y a eu des expériences malheureuses dans le passé, des abus et des abandons d'animaux. Il faut préciser que le projet s'inscrit dans un cours de sciences de la nature et vise à éveiller la curiosité et à soutenir l'intérêt de l'enfant. Nous avions un incubateur répondant aux exigences pour mener à bien une telle expérience. D'ailleurs, le taux de réussite a été de 80 pour

cent. Les poussins iront vivre sur une ferme», a expliqué M. Alain Roy, le directeur.

Un enseignant, M. Denis Dalpé, ajoute ce propos: «C'est une belle expérience. Il faut voir l'émerveillement des enfants devant l'éclosion. C'est une belle expérience propre à susciter en eux une prise de conscience pour la sauvegarde des animaux. Il est important de faire une distinction entre le commerce de poussins et une expérience éducative avec des poussins.»

Et il n'est pas rare, après une telle expérience, que les enfants souhaitent se rendre à la ferme où les poussins ont été hébergés pour les retrouver avec plaisir et mesurer l'ampleur de leur évolution.

**La police le surprend en train de couper sa cocaïne**

Windsor (psj)

Plutôt gênante pour l'occupant de la maison que cette visite effectuée par les membres de l'Escouade du crime organisé de la Sûreté du Québec de l'Estrie, hier matin, rue Principale, à Windsor!  
C'est que l'homme visé par la visite des policiers, à 7 h 40, était justement à couper «sa cocaïne».

On a seulement précisé qu'une enquête policière avait amené la police à cet endroit. Compte tenu des circonstances de l'arrestation, on pourrait ajouter que ce n'était pas une visite due au hasard de la route ou de la température, ou du temps, ou de l'époque de l'année.

La quantité de stupéfiant étant relativement minime, l'individu sera invité devant la Cour du Québec par voie de sommation.

**Vol de 11 000 \$ à un garage**

Sherbrooke (psj)

Des cambrioleurs ont profité de la nuit de mercredi à hier pour perpétrer un vol avec effraction dans un garage, 2600 rue Roy, dans le quartier ouest de Sherbrooke.

Ce matin, à l'arrivée du personnel, on a constaté la disparition d'un ordinateur et de ses composantes, de divers éléments d'équipement électronique et de batteries de véhicule.  
La valeur des biens volés atteindrait 11 000 \$.

**RÉSULTATS**  
Loto-Québec

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	2 734 676,90
5/6+ 5	164 080,60
5/6 175	3 750,40
4/6 11 127	113,00
3/6 231 184	10,00

Ventes totales: 17 291 542,00  
Prochain gros lot (approx.) 5 500 000,00  
Prochain tirage: 92-04-11

---

**Extra** Tirage du 92-04-08

NUMÉROS	LOTS
1116734	100 000 \$
11634	1 000 \$
1634	250 \$
634	50 \$
34	10 \$
4	2 \$

Prochain tirage: 92-04-10

---

**Banco** Tirage du 92-04-09

4	6	8	9	11
14	17	25	30	33
36	40	45	46	54
58	59	63	64	69

Prochain tirage: 92-04-10

**TV A, le réseau des tirages de Loto-Québec**  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

# Entente ratifiée à l'unanimité à l'APAPUS

□ Point final à la ronde des négociations de conventions collectives à l'Université de Sherbrooke

Sherbrooke (GF)

L'épais dossier du renouvellement des contrats de travail des employés syndiqués de l'Université de Sherbrooke est maintenant fermé.

Hier, le dernier groupe de syndiqués à la recherche d'une nouvelle convention collective a mis le point final à cette longue histoire.

Réunis en assemblée générale, les membres de l'Association du

personnel administratif et professionnel (APAPUS) ont emboîté le pas à leur exécutif. A l'unanimité, les 103 membres présents à l'assemblée ont donné leur accord à l'entente de principe. L'APAPUS compte 160 membres.

Cette entente avait été conclue lundi matin après un marathon de négociations entamé le vendredi précédent et poursuivi durant la fin de semaine.

L'APAPUS peut signer ainsi sa première convention collective de

son histoire. Longtemps association professionnelle, le syndicat a déposé une requête en accréditation en 1986. On a dû attendre 1989 avant de pouvoir aborder la ronde des négociations.

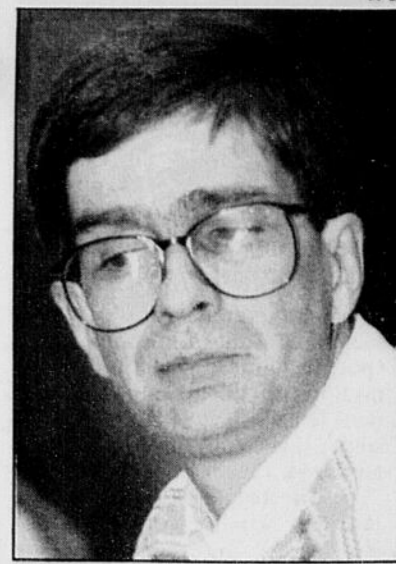
Selon le président Pierre Cabana, cette première entente démontre que «même en période de récession, la bonne vieille recette de la solidarité demeure la meilleure façon d'obtenir de meilleures conditions de travail».

Aux yeux du syndicat, les mem-

bres ont donné un accord unanime parce que satisfaits de l'entente sur au moins deux grands enjeux. D'abord, les syndiqués peuvent désormais refuser une affectation à un échelon supérieur, qui ne leur permettrait plus d'être syndiqués. Ensuite, les jours de congé dit personnel accordés dans le passé sont désormais inscrits dans la convention, c'est-à-dire trois jours après 10 ans de service et deux jours supplémentaires après 15 ans.

L'entente prévoit aussi une réel-

le sécurité d'emploi, un encadrement de la semaine de travail et du temps supplémentaire, des facilités de perfectionnement, un minimum de 23 jours de vacances annuelles, des droits syndicaux, un encadrement de travail précaire et un mécanisme d'acquisition des postes réguliers pour le personnel à statut précaire. En plus, avec la signature de la convention collective, 12 employés à statut précaire obtiennent le statut d'employés réguliers avec pleine sécurité d'emploi.



Pierre Cabana

# Pas de zone patrimoniale pour la Maison blanche

□ Le Comité consultatif d'urbanisme de Sherbrooke refuse de bouger avant juin: les groupes de sauvegarde protestent

Denis DUFRESNE Sherbrooke

Le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Ville de Sherbrooke refuse d'intégrer la Maison blanche dans une zone patrimoniale, au grand désespoir du comité de sauvegarde et du Fonds du patrimoine estrien.

«Nous sommes déçus de la décision du CCU parce que tout le monde reconnaît la valeur patrimoniale des lieux», indique Francine Provencher, architecte et présidente du Fonds du patrimoine estrien.

Pourquoi un tel refus?

«Le centre hospitalier Hôtel-Dieu se penche sur des scénarios pour trouver une vocation utile et voir les possibilités de subventions et nous a demandé d'attendre en juin», explique le président du CCU, Serge Paquin.

«Donc à court terme on ne voit pas l'intérêt d'inclure ça dans une zone patrimoniale. Il n'y a aucune raison d'ici juin», dit-il, ajoutant que le fait d'intégrer un immeuble dans une zone patrimoniale n'oblige

en rien son propriétaire à l'entretenir.

La Maison blanche, un immeuble centenaire qui a jadis abrité le premier hôpital Hôtel-Dieu et servait de garderie à venir jusqu'à il y a quelques mois, est inoccupé.

Le président du CCU fait valoir en outre que si la maison se retrouve dans une zone patrimoniale, il sera difficile de la déménager, si jamais la direction du centre hospitalier envisage une telle solution.

La porte-parole du comité «Sauvons la Maison blanche», Hélène Longpré, ne partage toutefois pas cet avis, soulignant que «rien dans le PIIA (plan d'intégration et d'implantation architecturale) interdit un déménagement».

Le comité a déjà déposé une pétition de 1000 noms en vue de sauver la Maison blanche.

Hélène Longpré rappelle de plus que trois organismes, la Société d'histoire de Sherbrooke, le Fonds du patrimoine estrien et le comité «Sauvons la Maison blanche», ont demandé il y a 18 mois de déclarer l'édifice monument historique.

Le président du CCU refuse de



Parmi les hypothèses qui courent concernant le sort de la Maison blanche figure la possibilité de la déménager. Une solution qui inquiète certains intervenants.

retenir cette idée, sous prétexte que les propositions du centre hospitalier sur l'avenir de la vieille maison ne seront pas connues avant juin.

«Qu'est-ce qui arrive si on le cite (comme monument historique) et que la solution amenée par l'hôpital comprend un déménagement?», demande-t-il.

Selon le conseiller Serge Paquin, «quelque soit la solution retenue, l'immeuble va exiger des travaux de rénovation importants, donc l'idée de faire une fondation, c'est peut-être la véritable solution».

La porte-parole du comité «Sauvons la Maison blanche» craint une détérioration de l'immeuble et presse la Ville de «prendre les devants et de ne pas attendre des solutions de recyclage».

Par ailleurs, le Comité consultatif d'urbanisme a donné un avis favorable à la démolition d'une demeure de la rue Bowen Sud pour permettre à la Caisse populaire de Sherbrooke-Est d'agrandir son stationnement. L'avis sera transmis au comité de démolition pour approbation.

# Les parents «rebelles» ne craignent nullement la DPJ

Pierre SÉVIGNY Sherbrooke

Les parents traditionalistes de Notre-Dame-des-Bois ne craignent nullement l'implication de la Direction de la protection de la jeunesse dans le différend qui les oppose présentement à la Commission scolaire de Lac-Mégantic quant au bien-fondé au non de la fréquentation de l'école publique par leurs enfants.

Les deux porte-parole du groupe de parents, Rosaire et Marc Goyette, ne peuvent s'empêcher d'esquisser un sourire lorsqu'ils sont invités à commenter le fait que les dirigeants scolaires étudieront la possibilité de recourir à la DPJ pour tenter de dénouer l'impasse actuelle.

«Que les gens de la DPJ commencent à régler les nombreux dossiers de violence qu'ils ont déjà avant de s'occuper de nous», a lancé Rosaire Goyette. Surtout, de renchérir son fils Marc, que «nos enfants sont très bien traités chez nous».

Ce dernier soutient que les gens seraient beaucoup plus heureux s'ils appliquaient les principes des 10 commandements de Dieu. Ce qui, selon lui, pourrait mettre un terme au désordre actuel, ce soit les divorces, meurtres, suicides, autant chez les jeunes que les adultes. Il affirme qu'il y aurait alors moins de sida, moins de MTS, moins de jeunes qui s'enfuient du foyer familial, moins de femmes battues, moins d'épouses abandonnées, moins de familles monoparentales. «Chez nous, rien de tout cela ne se produit et nous n'en voulons pas.»

C'est pourquoi ils disent ne pas craindre la venue de la DPJ dans leurs maisons et qu'ils se proposent de poursuivre eux-mêmes l'instruction de leurs 33 enfants de niveau primaire. Par ailleurs, six autres jeunes fréquentent une école privée de Lauzon en première et deuxième secondaire parce que cette institution répond à leurs convictions religieuses et morales.

# Brouillard ferme... mais en partie seulement

Gilles FISETTE Sherbrooke

Aujourd'hui, en fin de journée, Brouillard-Montplaisir ferme... en partie.

En effet, a signalé Pierre Larocque, le propriétaire de cette concession Chevrolet, Oldsmobile, Cadillac, l'entreprise ne fermera pas toutes ses portes, d'un seul coup, contrairement à ce qui avait été annoncé à la mi-février. La fermeture devait se faire ce vendredi 10 avril.

Ce soir, l'entreprise ne conservera que son service de ventes et quelques techniciens afin de pouvoir répondre aux urgences. Tous les autres départements, ceux de la mécanique, de la carrosserie et des pièces, cesseront leurs activités.

C'est que, justifie M. Larocque, il se sent un devoir envers sa clientèle.

«General Motors n'a pas encore trouvé un nouveau concessionnaire. De mon propre chef, j'ai donc décidé de maintenir certaines activités durant une semaine de plus. Je garderai les ventes et, demain matin (ce matin), je demanderai à des techniciens s'ils sont prêts à travailler une semaine de plus afin d'assurer un service d'urgence aux propriétaires de Chevrolet qui auraient un problème dans la région de Sherbrooke... Je ne veux pas laisser tomber les gens», a-t-il expliqué.

Il estime qu'une semaine supplémentaire pourrait permettre à General Motors de «régler son problè-

me... General Motors ne voudra pas laisser longtemps les gens de Sherbrooke comme des orphelins...»

GM

Chez General Motors, le responsable des relations publiques, Marc Osborne, a déclaré que la compagnie est toujours en pourparlers afin de dénicher un nouveau concessionnaire Chevrolet pour Sherbrooke.

Il continue de croire que des résultats pourraient être obtenus suffisamment rapidement pour réduire pratiquement à néant le délai pendant lequel il n'y aurait aucun concessionnaire Chevrolet dans la région métropolitaine de Sherbrooke.

Toutefois, hier, M. Osborne évoquait pour la première fois la possibilité que ce nouveau concessionnaire ne s'établisse pas directement à Sherbrooke. Il a souligné que celui-ci pourrait être situé suffisamment près pour satisfaire les besoins de la clientèle sherbrookoise.

Par ailleurs, le dossier a été abordé par le président du Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie, Janvier Cliche, au cours d'une conférence de presse portant sur un tout autre sujet, hier matin.

Parlant des demandes du gouvernement du Québec, il a signalé que celles-ci avaient des répercussions chez les employeurs du secteur privé.

Brouillard-Montplaisir embauchait 49 travailleurs.

# À la finale régionale des auditions «Juste pour rire»

# Un humoriste gagne tout avec son personnage qui a tout perdu

Jean DION Sherbrooke

Avec un personnage qui avait tout perdu, l'humoriste aura finalement tout gagné.

Benoît J.-Brunet, dans la peau d'un hilarant déprimé, a en effet devancé six adversaires, hier soir, pour remporter la finale régionale des auditions «Juste pour rire» devant quelque 200 personnes réunies à l'Université de Sherbrooke. Il se mesurera maintenant aux gagnants des huit autres régions du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba, dans le cadre de la finale nationale qui aura lieu le 27 avril prochain à Montréal.

Présenté comme «quelqu'un qui a toujours fait un fou de lui, alors pourquoi ne pas en vivre?», le comédien a incarné dans son sketch d'une dizaine de minutes «un gars qui a perdu sa blonde, sa job et son char» et qui en est réduit à un état de pauvreté tel qu'il doit «faire du pouce dans le métro» et «ramener ses bouteilles vides à la maison lorsqu'il va veiller». Il décide donc de retourner aux études, mais n'est accepté qu'en théologie où on lui enseignera que «Dieu est partout, mais pas aux examens.» Vraiment pas de veine...

Le jury a opté pour lui à la suite d'un vote serré, confirmant en cela l'opinion de la salle qui avait réservé au comique ses applaudissements les plus nourris.

Brunet, qui a empoché un chèque de 350 \$ à la suite de sa performance d'hier, représentera donc l'Estrie à la finale nationale des auditions, où une autre victoire lui vaudrait une bourse de 1000 \$ ou une inscription à l'École nationale de l'humour. Le gagnant de cette dernière étape aura en outre l'occasion de participer à l'un des galas du Festival Bell Juste pour rire, cet été à Montréal.

Le jeune homme de 23 ans, originaire de Montréal mais qui vient de terminer des études d'administration à l'Université de Sherbrooke, en était à sa première expérience devant un public aussi vaste. Il a avoué avoir été «un peu nerveux» avant sa prestation mais n'en a rien laissé paraître.

Le vainqueur a enfin confié qu'il présentera le même numéro lors de la grande finale, «avec des modifications mineures tout au plus».

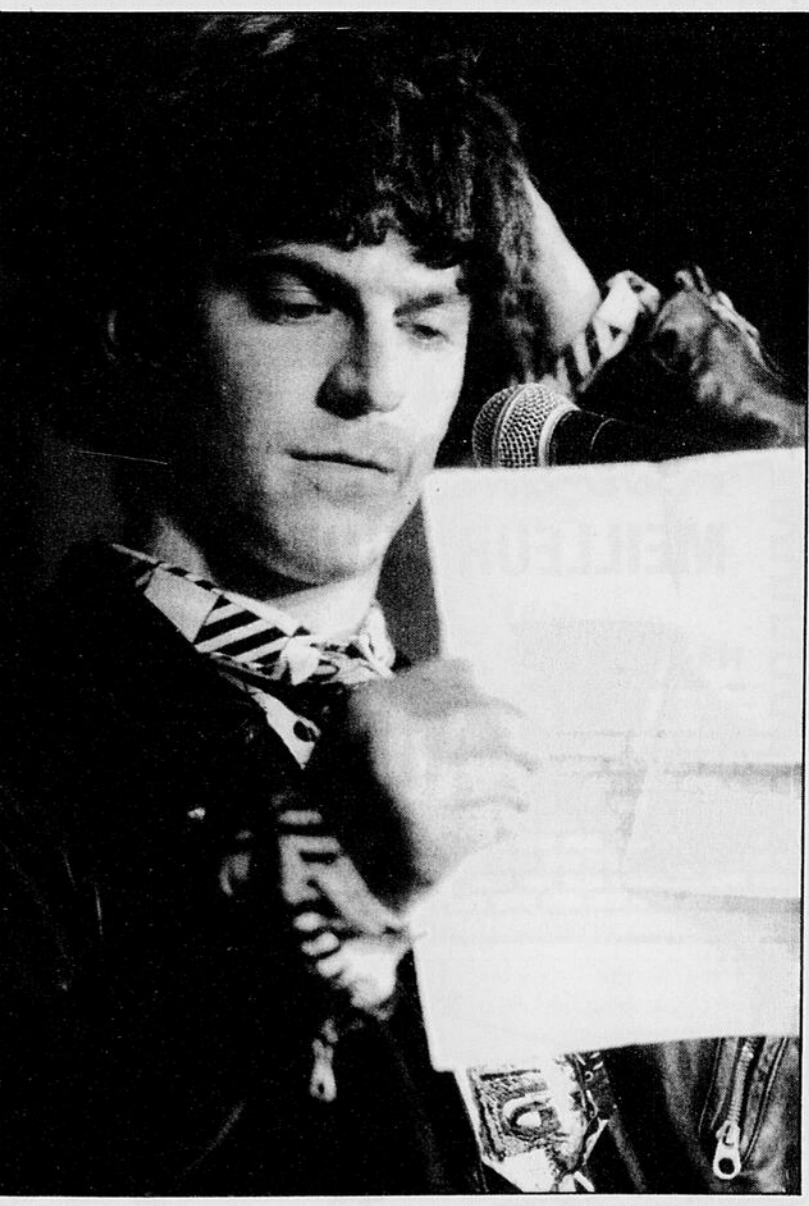
De grands noms  
Les auditions «Juste pour rire»

en sont cette année à leur septième présentation, et quelques noms connus de l'humour québécois s'y sont révélés au fil des ans. On n'a qu'à penser aux Michel Courtemanche, Pierre «Rrrraymond Beaudoin» Brassard, Jean-Luc Parent et Anthony Kavanagh.

La formule des auditions a été quelque peu modifiée cette année, les organisateurs décidant d'orienter davantage la campagne de recrutement vers les campus universitaires. Auparavant, c'étaient surtout les bars qui servaient de théâtre aux compétitions.

«Notre intention est d'assurer une relève encore plus vaste», a expliqué Jasmine Colizza, coordinatrice des auditions. «Nous avons constaté que la clientèle des bars était un peu captive, alors que celle des universités se renouvelle naturellement. C'est un gage de succès pour l'avenir.»

Au total, 14 humoristes de la région avaient posé leur candidature, parmi lesquels les sept participants d'hier ont été choisis lors d'une pré-sélection. On y retrouvait six hommes et une seule femme, «un ratio habituel dans le domaine de l'humour», fait remarquer Mme Colizza.



Benoît J.-Brunet a eu la faveur du jury et de la foule.

<p><b>SEMAINE INTERCULTURELLE NATIONALE</b></p> <p><b>PRENONS LE TEMPS</b></p> <p>DU 4 AU 11 AVRIL 1992</p> <p><b>DE NOUS CONNAÎTRE</b></p>	<p><b>AGORA DU CARREFOUR DE L'ESTRIE</b></p> <p><b>Vendredi, 10 avril</b></p> <p>Spectacles, démonstrations, pièce de théâtre et kiosques.</p> <p><b>09h00 à 12h00</b></p> <p>Démonstration d'une classe du COFI (Centre d'orientation et de formation des immigrants)</p> <p><b>13h00 à 14h45</b></p> <p>Démonstration de classes d'accueil par des élèves immigrants</p>	<p><b>15h15 à 15h40</b></p> <p>Présentation de pictogrammes comme moyen de communication interculturelle.</p> <p><b>16h00 à 16h30</b></p> <p>Présentation de la pièce de théâtre «Mon importé préféré»</p> <p><b>16h40 à 17h10</b></p> <p>Présentation de pictogrammes comme moyen de communication interculturelle.</p>	<p><b>17h15 à 18h15</b></p> <p>Démonstration de Tai-chi</p> <p><b>18h30 à 19h00</b></p> <p>Présentation de la pièce de théâtre «Mon importé préféré»</p> <p><b>19h15 à 21h00</b></p> <p>Orchestre des jeunes de Sherbrooke (Musique de chambre)</p>	<p><b>Vendredi, 10 avril</b></p> <p><b>21h00 à 3h00</b></p> <p>Danse et dégustation de mets typiques de différents pays sous le thème «Ensemble, découvrons les richesses de cultures»</p> <p><b>Endroit:</b></p> <p>Sous-sol de l'Église St-Joseph rue Belvédère Sud (réservations nécessaires)</p> <p><b>566-5373</b></p>
---	--	--	---	---

# «L'École de musique, si elle était ouverte, en ferait autant»

— Gilles Taillon, de la CSCS, en réplique au doyen de la faculté d'Éducation physique

Michel RONDEAU Sherbrooke

«Je comprends la position de la faculté d'Éducation physique et sportive, dont les gens font la promotion de l'éducation physique, mais je suis sûr que l'École de musique, si elle était ouverte, en ferait autant en faveur de la musique.»

Le directeur général de la Commission scolaire catholique de

Sherbrooke, M. Gilles Taillon, n'était pas du tout ébranlé hier matin, en voyant que la faculté d'Éducation physique et sportive de l'Université de Sherbrooke, par la voix de son doyen, proposait le maintien d'une heure et demie d'éducation physique au 2e cycle du primaire.

La CSCS envisage présentement de réduire de 90 minutes à 60 minutes le temps alloué au 2e cycle du primaire en éducation physique, de

manière à ajouter 30 minutes de musique, une matière actuellement absente au 2e cycle. À l'inverse, les élèves du 1er cycle perdraient 30 de leurs 90 minutes de musique au profit de 30 minutes supplémentaires en éducation physique, ce qui porterait à 2 heures par semaine le temps alloué à l'éducation physique au 1er cycle.

**Un an de réflexion**

Alors que, lundi dernier, les éducateurs physiques de la CSCS réclamaient le maintien de 90 minutes de leur matière aux deux cycles, la faculté d'Éducation physique et sportive de l'Université de Sherbrooke en faisait autant mer-

credi, soulignant les carences des jeunes en matière de condition physique et avançant même la proposition d'accroître le temps en éducation physique au lieu de le réduire. Le doyen, M. Roch Roy, invitait ainsi la CSCS à la réflexion.

«Il y a plus d'un an que la réflexion est en cours et nous avons travaillé avec nos divers partenaires de la Commission scolaire, dit M. Taillon. Nous reconnaissons l'importance de l'éducation physique et de la musique et nous en donnons davantage si nous n'avions des contraintes au plan des ressources financières et du régime pédagogique.»

Quant à la proposition du comité d'école de l'école Desranleau, le directeur général note qu'elle a déjà fait l'objet d'une réflexion et même d'une simulation, ces derniers temps. Les parents de cette école ont proposé de maintenir le temps alloué en éducation physique et de ne transférer au 2e cycle que 30 minutes de musique, ce qui pourrait se réaliser avec une légère modification d'horaire de trois minutes par demi-journée.

Selon M. Taillon, cette solution est inapplicable dans une partie des écoles, alors que la CSCS veut uniformiser la grille-matières de ses écoles.

À ce sujet, les parents reprochent à la CSCS l'incohérence de son discours puisqu'elle parle de décentralisation vers les écoles en même temps qu'elle leur impose des modèles uniformes. «Les orientations, les règlements et les encadrements sont déterminés par la Commission scolaire, réplique Gilles Taillon. Ce sont les ressources qui sont décentralisées. L'an dernier, le budget du primaire a ainsi été haussé de 30 pour cent.»

Enfin, l'hypothèse de Desranleau, lorsqu'elle a été envisagée, déclare le directeur général, ne soulevait pas à la majorité des titulaires du primaire.

**Lire La Tribune n'a jamais été aussi excitant**

3000 points offerts cette semaine dans La Tribune

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant: **57193418**

Sinon, composez sans frais, le **1-800-563-8688**

**CLUB Multi points**

## Sherbrooke croit pouvoir concurrencer la banlieue avec succès pour les services à la famille

Sherbrooke (DD)

À défaut de concurrencer les villes de banlieue sur le front de la taxation, du moins pour le moment, Sherbrooke mise sur les services à la famille avec l'élaboration d'une politique en faveur de celle-ci.

Avec son livre vert intitulé «Vers une politique favorisant la famille à Sherbrooke», adopté par les élus la semaine dernière, la Ville amorce une période de consultation publique qui lui permettra de raffiner ses propositions en matière de logement, de transport, de loisir, de sécurité, d'environnement et d'aménagement du territoire, notamment.

Un livre blanc, avec des moyens d'action concrets, est prévu pour septembre.

Le document préliminaire, dévoilé en conférence de presse hier matin, propose de «penser et agir famille» dans les services municipaux.

Il a été élaboré à la suite d'un sondage mené par la Ville en juin 1991 auprès de 1200 familles et enrichi par la réflexion d'une centaine d'employés municipaux.

Cette politique, croit-on, permettra à la Ville de s'engager dans un processus d'amélioration des services municipaux, qu'il s'agisse par exemple de mieux répondre aux besoins des familles monoparentales en matière de logement, d'améliorer l'éclairage dans les parcs, ou d'une tarification familiale dans les activités de loisirs.

Selon la présidente du comité de démographie, Lise Drouin-Paquette, la Ville peut améliorer ses services à l'égard de la famille sans nécessairement augmenter les budgets.

«Il ne faut pas nécessairement



Sherbrooke ne peut battre actuellement la banlieue pour le niveau des taxes, mais en contrepartie elle croit qu'elle sortira victorieuse d'une comparaison après sa prochaine offensive pour les services à la famille.

mettre de l'argent. Ce ne sont pas toujours des choses qui coûtent très cher si on a le souci des familles», soutient-elle.

Selon elle, il est possible par exemple d'améliorer la sécurité des piétons par des interventions peu coûteuses et une meilleure éducation.

Elle croit en outre que Sherbrooke peut attirer les familles avec des services plus élaborés que ceux de villes de banlieue, même si les taxes municipales y sont réglées généralement moins élevées que dans la ville-centre.

«La préoccupation au niveau des coûts et des taxes on l'a! D'une année à l'autre on va avoir des moyens d'action précis», affirme la présidente du comité de démographie.

Le programme d'aide à l'accès-

sibilité résidentielle de la Ville de Sherbrooke est un exemple des efforts que la Ville consent pour attirer ici de jeunes ménages, dit par ailleurs Mme Drouin-Paquette.

Les dates et lieux des consultations publiques sur la politique familiale sont les suivantes:

Quartier Nord: 28 avril, 19 h 30, à l'école Montcalm (2050 Portland)

Quartier Est: 5 mai, 19 h 30, à l'école primaire Coeur-Immaculé (330 15e avenue sud)

Quartier Centre et Ouest: 6 mai, 19 h 30, au Centre communautaire de loisirs Sherbrooke (1010 Farimount)

Une journée d'audiences publiques pour les groupes et organismes est prévue pour le 20 mai à l'Hôtel de Ville.

## Entente surprise à l'Hôtel des Gouverneurs

Sherbrooke (GF)

Aussitôt imprimée, la nouvelle

d'un durcissement des négociations à l'Hôtel des Gouverneurs est devenue caduque puisqu'une entente

a été conclue, le soir même.

«C'est en effet une surprise», a laissé tomber le conseiller syndical responsable de ce dossier à la CSN, Luc Lessard, en rendant publique l'annonce d'une entente de principe.

«Les négociations ont repris en soirée, mercredi, et quelques minutes plus tard, il y avait un accord. La partie patronale a déposé une proposition d'accord fort acceptable», a-t-il ajouté.

Il mentionne que l'exécutif du syndicat s'est entendu pour proposer aux membres d'accepter les offres et de conclure ainsi un nouveau contrat de travail. L'assemblée générale sera convoquée dès le début de la semaine prochaine.

Rappelons que le contrat de travail des 48 syndiqués de cet établissement hôtelier est échu depuis la fin de juillet 1991. Après neuf séances de négociations, les syndiqués ont durci le ton. Ils ont livré un mandat à leur exécutif d'exercer des moyens de pression, y compris une grève de 24 heures. Ce qui, finalement, n'aura pas été nécessaire.

Le litige portait sur le travail des cadres, la récupération de six jours de maladie et de deux congés fériés et la sous-traitance.

**DEVEZ-VOUS PROPRIÉTAIRE**

Pour moins de 2 000\$ comptant

**SEULEMENT 5% mise de fond**

**MODÈLE TRIADE, 988 pi ca**

3 chambres  
Fenêtres à battants sur façade  
Bain en coin,  
douche avec porte  
Porte patio  
**SEULEMENT 399\$/mois**  
Terme de 20 ans

**MODÈLE NORDIQUE PLUS**

2 chambres, armoires en mélamine, comptoirs prémoulés, revêtement extérieur et chassis en vinyle, portes en acier, baie vitrée, salle de bain complexe, bain moulé

**SPÉCIAL 34 899\$**

**OUVERT**  
Samedi de 9 h à 16 h  
Dimanche de 13 h à 16 h

**Échanges acceptés**

**LES MAISONS Prince CENTRE DU QUÉBEC**

SORTIE 170, ROUTE TRANSCANADIENNE, SAINT-GERMAIN CTÉ DRUMMOND

Tél.: (819) 395-2116

À seulement 50 minutes du Carrefour de l'Estrie

**VENTE GÉANTE**

DE VÊTEMENTS, PRINTEMPS-ÉTÉ POUR FEMMES, HOMMES ET ENFANTS À L'ENTREPÔT

**DÉBUTE MARDI LE 14 AVRIL À 9 h 30**

PLUS GROSSE ET MEILLEURE QUE JAMAIS!

Ne la manquez pas!

ENTREPÔT **Au Bon Marché**

111 et 121, rue Dépôt

Stationnement gratuit les samedis. Stationnement municipal, rue Dépôt

**VENTE ANNIVERSAIRE 3e**

LES 8, 9, 10 ET 11 AVRIL

**NOUS PAYONS LES DEUX TAXES\***

**EN PROMOTION**

**TAPIS DE NYLON RÉSIDENTIEL** 6<sup>89</sup> v.ca.  
Couleur: gris (Légère imperfection)

**PRÉLART SANS CIRAGE** 6<sup>89</sup> v.ca.  
Garantie de 3 ans, 1ère qualité

**AUTRES SPÉCIAUX SUR:**  
TAPIS COMMERCIAL - TUILE - TAPIS GAZON - TAPIS D'ENTRÉE

**OUVERT SAMEDI**  
EXCEPTIONNELLEMENT JUSQU'À 17 h

**NOUS PAYONS LES DEUX TAXES\***

**TAPIS Multiprix INC.**

5130, boul. Bourque Rock Forest (sous le réservoir)  
**564-1112**

\*"ça c'est des prix"

**DIMANCHE J'Y SERAI!**

une question de **RESPECT**

**GRANDE MANIFESTATION**

**DÉPART : 13H00**

**Montréal : Parc Lafontaine**  
au coin de Calixa-Lavallée et Sherbrooke

**Québec : Musée de Québec**  
Plaines d'Abraham, Grande Allée

Les travailleurs et travailleuses des secteurs public et parapublic

CSN FTQ SPGQ

# Un conflit qui pourrait s'éterniser chez HPL, à Arthabaska

□ 65 employés de cette division de Shermag sont affectés par le lock-out

Pierre MAILHOT Arthabaska

Le conflit de travail qui a éclaté hier à la firme HPL d'Arthabaska, une division de Shermag, risque d'être très long.

La compagnie avait décrété un lock-out en fin de journée mercredi en raison d'un certain laisser-aller des travailleurs et d'un manque de discipline. Hier, les 65 employés affiliés au syndicat CSN, qui sont sans contrat de travail depuis le 16 novembre dernier, ont riposté en votant à 73,8 pour cent pour la grève.

Le président de la compagnie Shermag, Serge Racine, n'entend pas à rire face à cette situation qu'il juge ridicule en raison de la formule de participation aux bénéfices que réclame le syndicat. "L'usine d'Arthabaska a perdu 1 million \$ l'année dernière", a-t-il mentionné. Il ne pense pas que les employés soient intéressés à encaisser des pertes au même titre qu'ils voudraient profiter des bénéfices.

Serge Racine soutient que l'offre faite aux employés est finale. "C'est l'usine de meuble la plus payée au Québec et nous ne sommes pas capables d'aller plus loin",

a-t-il ajouté. "Il faut, pour nous, penser à l'ensemble de l'organisation", a-t-il affirmé, signalant que les employés de cinq des six usines appartenant à Shermag ont reçu les mêmes offres et qu'ils ont accepté le nouveau contrat de trois ans.

## Déception

Le conseiller syndical, Luc Bellemare, soutient de son côté que les employés sont déçus par ce qu'ils appellent la mauvaise volonté de l'employeur.

Il souligne que la confiance des employés envers l'employeur a même été ébranlée lors du vote. "La compagnie nous parle constamment de relance et nous, nous lui demandons d'avoir une ouverture sur les bénéfices de l'entreprise et que cela soit inscrit dans le contrat. Ça va peut-être mal aujourd'hui mais quand tout ira bien, nous voulons qu'il réajuste nos salaires", a-t-il souligné.

La firme d'Arthabaska se spécialise dans la fabrication de mobiliers de cuisine, de chambre à coucher et de bureaux.



Les 65 employés de HPL à Arthabaska sont dehors. Le conflit à cette division de Shermag risque d'être long.

## 12 000 \$ d'outils retrouvés et deux individus arrêtés grâce au burinage

Richmond (psi)

La Sûreté du Québec de Richmond, en collaboration avec celle de Drummondville, a recouvré pour 12 000 \$ d'équipement et d'outils de précision, volés dans une entreprise de Melbourne en mars et elle a procédé à l'arrestation de deux individus de la région de Drummondville.

Un troisième homme, celui qui est considéré comme le voleur dans cette affaire, est activement recherché. Il est de la région de Richmond.

Le cambriolage d'outils pour une valeur de 15 000 \$ et des méfaits de l'ordre de 35 000 \$ ont été commis à l'entreprise Usinatech Inc., 1099 rue Belmont, à Melbourne, dans la nuit du 16 mars.

Dans le cours de leur enquête, les agents de la SQ ont abouti à St-Lucien et à St-Charles, dans la région de Drummondville.

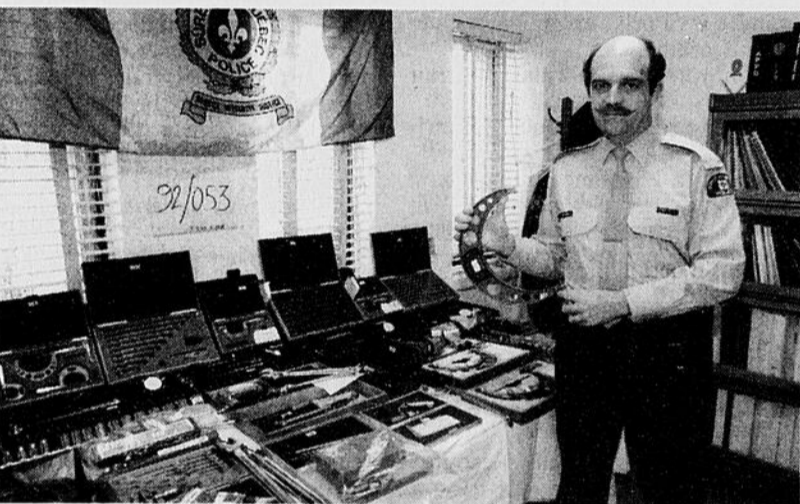
C'est à ces deux endroits que les outils ont été récupérés. Les deux individus, appréhendés lors de la visite policière, devront comparaître sur sommation devant un juge de la Cour du Québec, au cours des prochaines semaines. Ils seront ac-

cusés de recel.

Les policiers et les spécialistes en matière de prévention sont des inconditionnels du burinage et de ses effets positifs.

"Généralement, des objets burinés seront boudés par les voleurs. Si jamais les voleurs succombent à la tentation devant un objet buriné et refilent la marchandise à des receleurs, ils leur passent en même temps les menottes aux poignets et un boulet aux pieds. C'est ce qui est arrivé aux deux receleurs appréhendés. Tous les outils recouvrés étaient burinés et facilement identifiables au nom de l'entreprise Usinatech. Non seulement, l'exercice de burinage permet au propriétaire de recouvrer plus facilement son bien mais également au système judiciaire de couler sa preuve dans le béton", argumentera l'agent Tom McConnell, responsable des Affaires publiques à la SQ de l'Estrie.

Lors du cambriolage du 16 mars, les suspects ont endommagé la grande porte du garage de l'usine en l'enfonçant avec un chariot élévateur, à partir de l'intérieur de la bâtisse. Des locaux ont été virés à l'envers et des documents importants laissés pêle-mêle sur le plancher.



L'agent Tom McConnell pose devant une table garnie des outils retrouvés par la police. Ceux-ci étaient tous clairement identifiés à l'entreprise Usinatech de Melbourne, où ils avaient été volés.

## Bell Canada partagera une tour avec Bell Cellulaire au mont Glen

Magog

Bell Canada a accepté de faire une entorse à une politique corporative qui restreint l'utilisation de ses équipements par d'autres firmes spécialisées en télécommunications et de partager avec Bell Cellulaire une tour de télécommunications érigée dans le secteur du mont Glen, à Bolton-Ouest.

La rigidité de cette politique avait incité Bell Cellulaire, une filiale de Bell Canada, à demander l'autorisation d'ériger une tour sur le mont Foster, à St-Etienne-de-Bolton. La municipalité régionale

de comté de Memphrémagog avait montré des réticences, craignant que la structure n'enlève une partie de son attrait à un paysage naturel d'une grande beauté et que le déboisement du site choisi ne provoque une érosion des pentes du mont Foster. Tout en sachant qu'à défaut d'obtenir son assentiment Bell Cellulaire pouvait obtenir le feu vert du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, elle avait demandé à Bell Canada d'assouplir sa politique.

La concession faite par Bell Canada a été accueillie avec soulagement par le conseil des maires.

Gérald PRINCE Drummondville

Même si les espoirs s'atténuent de trouver du gaz naturel à St-Simon de Bagot, la compagnie Bow Valley et ses partenaires ont repris le forage pour quelques jours, au plus deux ou trois semaines.

Les tests, effectués à la suite des prélèvements de dimanche, se sont avérés négatifs: le gaz qui a été décelé n'est pas combustible, ce qui vient confirmer les appréhensions de la compagnie, mentionnées dans La Tribune de mardi dernier.

«Les chances sont vachement plus minces de trouver du gaz naturel à plus grande profondeur»,

confie Maurice Durette, porte-parole de Bow Valley à Drummondville.

Pourquoi alors continuer le forage jusqu'à 4250 mètres, alors qu'il en était rendu à 4180 hier. «Pour atteindre la formation de grès Postdam, qui constitue notre cible de forage», ajoute M. Durette qui ne cache pas l'intérêt scientifique de se rendre à si grande profondeur pour la compagnie, en vue des autres forages que la compagnie projette d'entreprendre dans la vallée du St-Laurent, en particulier au nord-est de Drummondville, probablement à St-Léonard d'As-ton. Des coupes géologiques res-

tent à compléter, des analyses sismiques de carottage, ce qui prendra plusieurs jours, même quelques semaines.

Si à l'issue de ces expériences, on ne trouve toujours pas de gaz naturel, le puits de St-Simon sera abandonné et les travaux reprendront ailleurs dans quelques mois. Le puits de St-Simon a coûté aux investisseurs pas moins de 9 millions \$, mais il est probable, à la lumière des recherches de St-Simon, que les autres puits seront moins chers.

Il importe de préciser que le forage de St-Simon est réalisé à 79 pour cent par des investissements de Bow Valley, à 8 pour cent par ceux d'Exploration Intermet et à 12,5 pour cent par ceux d'Amerada Hess. La compagnie Terenex est partenaire pour le terrain de St-Simon seulement, pas nécessairement pour les autres forages. Quant à Columbia Gas, cette compagnie a été citée au début comme un partenaire éventuel, mais ne l'est pas en réalité.

## Le comité d'embellissement de Rock Forest craint la «politicaillerie»

Rock Forest (MM)

Les membres du comité d'embellissement de la ville de Rock Forest espèrent que leur organisme ne sera pas éclaboussé par les rumeurs qui divisent actuellement les élus municipaux.

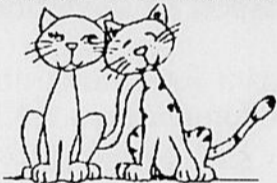
Cette crainte s'explique dans la mesure où la présidente de cet organisme est Nicole Legault, can-

didate qui a croisé le fer contre Michel Provencher lors des dernières élections municipales.

Nullement surprise de l'embauche de Marcel Savoie à titre de magasinier et adjoint administratif au garage municipal, Mme Legault souhaite simplement qu'il n'y aura pas «de retombées de politicaillerie sur le comité d'embellissement de Rock Forest.»

# UNE SEULE DÉCISION 20 736 CONSÉQUENCES

Avec une période de gestation variant de 52 à 65 jours, les chats se multiplient à une vitesse insoupçonnée.



1<sup>re</sup> année : 3 portées, 12 chats



2<sup>e</sup> année : possibilité de 144 chats



3<sup>e</sup> année : possibilité de 1 728 chats



4<sup>e</sup> année : possibilité de 20 736 chats

Qui s'occupera de tous ces chats? Combien devront être euthanasiés? Si vous les aimez sincèrement, pourquoi leur réserver un tel avenir?

## À la SPA de l'Estrie, nous croyons que la stérilisation, c'est la solution.

Nous vous invitons à consulter aujourd'hui les professionnels suivants :

- Clinique vétérinaire de Coaticook, 490, rue Principale Ouest, Coaticook, 849-4865
- Clinique vétérinaire de Lennoxville, 332, rue Queen, Lennoxville, 564-1186
- Clinique vétérinaire de Rock Forest, 5426, boul. Bourque, Rock Forest, 864-7887
- Clinique vétérinaire de Sherbrooke, 1771, rue King Est, Sherbrooke, 563-1554
- Hôpital vétérinaire central de Sherbrooke, 25, rue Ontario, Sherbrooke, 822-4744
- Hôpital vétérinaire de l'Estrie, 2410, rue Galt Ouest, Sherbrooke, 562-8585
- Hôpital vétérinaire des Cantons, 1179, rue Sherbrooke, Magog, 843-7350
- Hôpital vétérinaire de Richmond, 116, route 116, Richmond, 826-5793
- Hôpital vétérinaire Dr. V. Glaude, 375, chemin Ouellette, Richmond, 826-3627

En collaboration avec La Tribune

39851

**HOBITEC 2000**  
Concessionnaire autorisé

### Habitations usinées

- Unifamiliales
- Multifamiliales
- Chalets, condos, motels
- Maison évolutive
- Maison en bois rond

**RÉALISEZ VOTRE RÊVE MAINTENANT**  
PROFITEZ DES BAS TAUX D'INTÉRÊT  
Évitez la TVQ (1er juillet 92)

**VENEZ CHOISIR VOTRE MAISON À VOTRE GOÛT SELON VOTRE BUDGET**  
Plus de 60 modèles  
À partir de **31 795\$**  
pour livraison (3 semaines) sur votre terrain

**Les Maisons de la Montagne**  
444, ch. Rivard, Bromptonville JOB 1HO

Tél./fax : 846-2286

Lire La Tribune n'a jamais été aussi excitant

3000 points offerts cette semaine dans La Tribune

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant: **70340 179**  
Sinon, composez sans frais, le **1-800-563-8688**

**CLUB Multi points**

**TÉLÉGRAMME IMPORTANT**

— Région sherbrookoise — Distribution 70000 copies — Annuaire Pages Roses\* Local — 5e Édition — Très Bientôt — À Votre Porte — Des Jeunes — Représentant — Associations Sportives — Ou Communautaires — De Votre Municipalité — Contribution Volontaire Suggérée — Un Dollar Suggéré — Totalelement Versé — Aux Fonds De — Mêmes Associations — Rappel Important — Annuaire Pages Roses\* Locales — Commercial — Complet — Pratique — Utile — Suggestion — Garder Toujours — Près De — Appareil Téléphonique — Merci — Terminé —

**822-1637**

**TÉLÉGRAMME IMPORTANT**

**HABITAT RENIL INC.**  
566-8440

**SURVEILLEZ LE LANCEMENT DE NOS MAISONS**  
**MODÈLES 1992 À ST-ÉLIE LES 11 ET 12 AVRIL PROCHAINS**

**SURVEILLEZ L'ANNONCE**  
**du 11 AVRIL PROCHAIN**

# Éditorial

Jean-Guy Dubuc, Président et Éditeur

Jacques Pronovost, Rédacteur en chef

Roch Blodreau, Éditorialiste-adjoint

## Bell et les immigrants

Jacques PRONOVOST

Bell Canada impose le «silence interurbain» aux immigrants. Quelle belle manchette, quel scandale, quelle belle dénonciation par un mouvement de protection des consommateurs. Au beau milieu de la semaine interculturelle, on ne peut demander effet plus réussi. Était-ce si inacceptable, si discriminatoire que cela apparaissait à première vue? Absolument pas. Le Commission des Droits de la Personne, par sa directrice régionale, Mme Suzanne Valéry, a heureusement replacé dans son juste contexte cette situation.

Bell Canada n'accepte effectivement pas que les immigrants, principalement dans la région de Sherbrooke, puissent faire des appels interurbains sans avoir auparavant fait un dépôt initial de 200 \$, ou présenté une garantie de solvabilité. Cela peut paraître incroyable à ceux d'entre nous qui ont le monde au bout des doigts. Pis encore, la situation s'apparente grandement à de la discrimination. Mais si c'était effectivement une oeuvre humanitaire tout autant qu'une décision économique rationnelle? Car c'est là l'argument majeur de Bell Canada qui dit «c'est pour leur bien»; ce que confirme le COFI (Centre d'orientation et de formation des immigrants) qui recommande d'empêcher les nouveaux arrivants de faire trop d'appels interurbains. La Commission des Droits de la Personne reprend en substance cet argument et ajoute que Bell fait même de la «discrimination positive» en accordant le service de base aux immigrants sans garantie de solvabilité préalable.

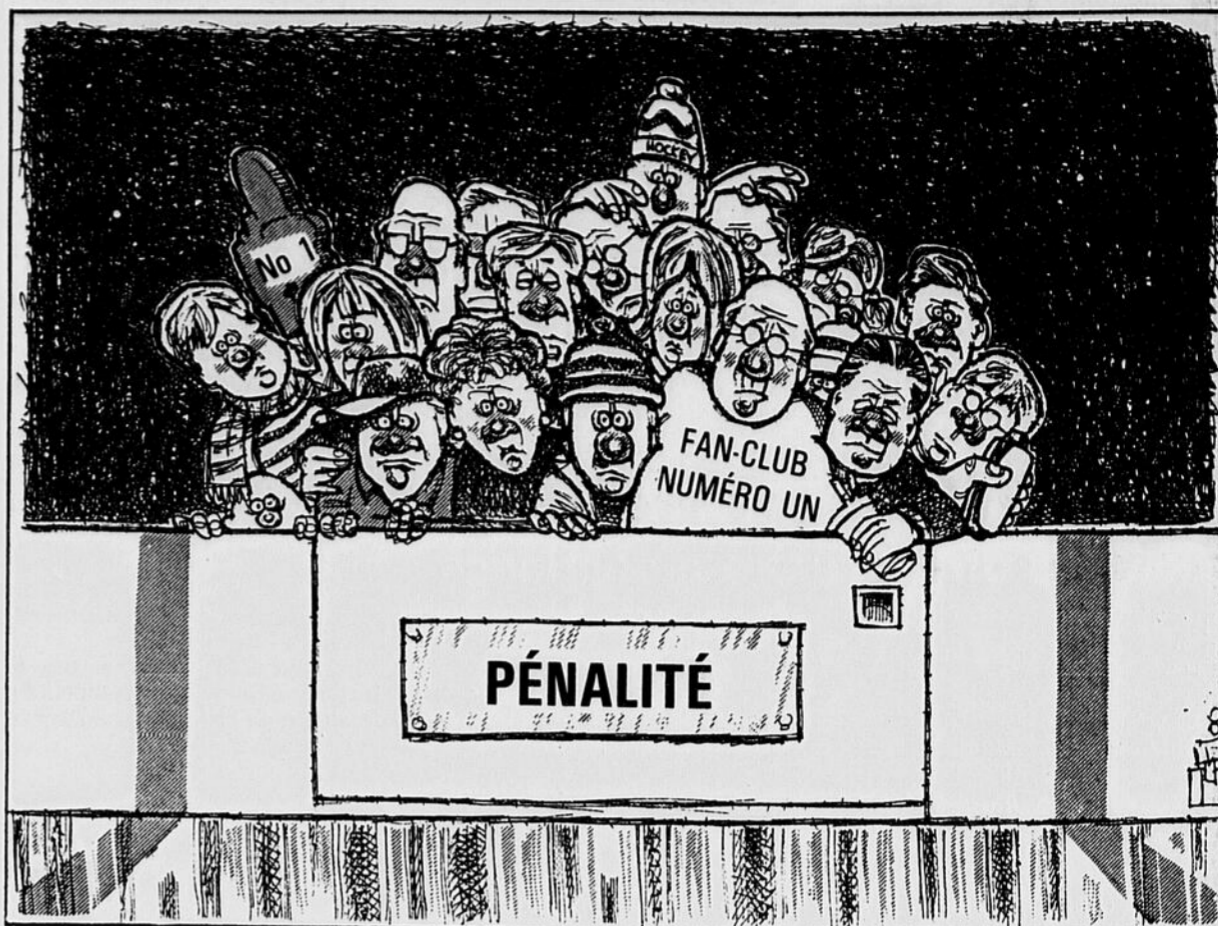
Outre le manque de ressources financières de plusieurs des nouveaux arrivants, il faut aussi comprendre la barrière des mentalités, des habitudes et de la perception qu'ont certains immigrants face à de nouveaux services auxquels ils ne sont pas tous très habitués. Nous l'avons vu dans la série publiée cette semaine dans La Tribune, principalement dans le domaine de la santé, où la communication autant que la bonne compréhension des phénomènes se heurtent à la barrière des langues mais aussi au fossé qui sépare nos différentes cultures.

Certains nouveaux arrivants ont vu leur facturation d'appels interurbains atteindre jusqu'à 5000 \$, explique la responsable de la compagnie de téléphone. Est-ce leur rendre service que de les laisser ainsi s'endetter, consciemment ou non? Rappelons-nous les demandes des consommateurs québécois pour une restriction des services de Bell sur les appels spéciaux à facturation immédiate auxquels nos enfants ont parfois trop facilement accès.

La décision de Bell est aussi économique. Elle risque de perdre des sommes astronomiques avec un service trop ouvert. Les abonnés peuvent être insolubles, ils peuvent aussi être introuvables. Les immigrants, principalement ceux en région, ont comme caractéristique une grande mobilité. Depuis 1980, sur les 8000 arrivés en Estrie, il n'en resterait que 2000. Leurs déplacements fréquents dans les premiers temps de leur intégration au Canada sont aussi source de problèmes pour la compagnie de communication téléphonique. Il est normal qu'elle prenne en considération cet aspect de sa gestion.

On ne peut cependant rester insensible au besoin qu'ont nos nouveaux compatriotes de communiquer avec leurs. À tout le moins pourrait-on s'attendre à ce que Bell Canada puisse utiliser d'autres moyens de contrôle sophistiqués. Si les appels outre-mer sont bloqués par un dispositif informatique, ne pourrait-on pas croire que puisse être accordée la possibilité de faire un appel par semaine, ne serait-ce que quelques minutes, géré par ce système informatique? L'abus serait contrôlé, le principe de l'accessibilité respecté et le caractère humanitaire sauvegardé.

L'autre leçon à tirer de cet épisode médiatique, c'est qu'il faut se garder de conclure trop rapidement, sans connaître tous les aspects du problème. L'ACEF de Montréal devrait en prendre note, pour le bien et la crédibilité aussi de ses succursales en région.



### TRIBUNE LIBRE

## Hydro: et le citoyen ordinaire?

Récemment, une hausse tarifaire de 5,9% a été proposée pour l'électricité vendue au secteur résidentiel. C'était la troisième fois qu'une demande d'augmentation était supérieure à l'inflation. Afin d'en cerner les raisons, il faut savoir d'où vient l'Hydro-Québec et où elle est rendue.

Son mandat initial lui donnait l'obligation de «fournir l'énergie aux municipalités, aux entreprises industrielles et commerciales et aux citoyens de cette province aux taux les plus bas, compatibles avec une saine administration financière». C'était en 1944 lors de l'établissement de la Montreal Light Heat & Power et de la Beauharnois Power; la Commission Hydro-électrique naissait.

Par la suite, arrivait la nationalisation en 1963. Il fallait mettre de l'ordre dans l'anarchie de la production et de la distribution des compagnies privées restantes afin d'en réduire les coûts et de les uniformiser. En 1981, le gouvernement en place vote la loi 16. Cette loi prévoit que l'Hydro-Québec aura à verser jusqu'à 75% de ses profits annuels en «dividendes» au gouvernement du Québec. Elle prévoit aussi une certaine taxation sur sa capitalisation. C'était la servitude qui s'installait... un gouvernement avait voté cette loi et le gouvernement suivant continue de s'en servir pour percevoir des taxes «invisibles».

À l'époque des «12 012», l'Hydro-Québec était une source de fierté. Maintenant, la crédibilité de notre société d'État est entachée: — par ses trois dernières augmentations supérieures à l'inflation; — par ses équipements mal entretenus, malgré ces augmentations; — par ses écarts énormes de tarification entre les grandes raffineries d'aluminium et la population (contrats secrets); — par des crédits de 300\$ accordés

aux «bons payeurs» américains. Ces crédits sont discriminatoires envers tous les autres «bons payeurs» qui ont le seul défaut de vivre ailleurs sur le territoire du Québec, quelles que soient les bonnes raisons ayant amené ces crédits «secrets»;

— par la politisation à outrance de son développement.

Son rôle actuel est:

— de produire et de distribuer l'électricité (il le faut bien!);

— de jouer un rôle de percepteur de taxes (pudiquement appelées des «dividendes» selon la loi 16);

— de développer à tout prix pour vendre à vil prix, excepté aux Québécois ordinaires.

Un rôle plus normal pourrait être:

— produire et distribuer l'électricité;

— gérer la croissance d'une façon rationnelle, par des politiques sérieuses d'économie d'énergie électrique, comme un tatrication diversifiée pour parer aux demandes de pointe et encourager l'utilisation

aux périodes creuses et tout autre moyen pour éviter le gaspillage;

— Remplacer la loi 16 par un fonds du patrimoine qui servirait à des développements futurs;

— Une fois ces exigences rencontrées, revenir au mandat initial qui tenait compte du citoyen ordinaire.

Quand le citoyen ordinaire reçoit son compte d'énergie électrique, il s'aperçoit qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de l'électricité. Les électrons semblent plus lourds pour les uns, plus légers pour les autres, et beaucoup ont même un poids secret.

Une chose est cependant consolante. Le consommateur commence à poser les bonnes questions; il exigera bientôt les vraies réponses. Il est urgent que l'Hydro-Québec, en tant que société d'État, affiche plus de transparence dans la gestion d'une ressource unique au monde et nous appartenant à nous tous.

Paul Beaumont

## Églises inaccessibles

«Payez votre dime et écoutez la messe à la télévision.» Voilà sans doute le message, à peine voilé, que lancent encore, en 1992, un certain nombre de fabriques de l'archidiocèse aux paroissiens et paroissiennes, jeunes et vieux, qui se déplacent en fauteuil roulant ou qui, pour une raison ou l'autre, craignent et fuient les escaliers.

À titre d'exemple, le conseil de fabrique de la paroisse Saint-Jean-De Brébeuf (dont les coffres sont bien garnis) préférerait, l'automne dernier, investir dans la décoration (peinture, moquette, etc.) plutôt que de faire construire une rampe extérieure qui aurait permis à tous

ceux et celles qui n'ont pas leurs «jambes de jeunesse» d'avoir accès à l'église et à la salle paroissiale où se déroulent grand nombre d'activités organisées à leur intention.

Sur le plan strictement financier, une telle attitude conduit à la faillite (pensez à notre population qui vieillit; sur le plan humain, elle est injuste et contraire à l'esprit de la loi et de l'Évangile.

Alors, un petit effort, Messieurs et Mesdames de la fabrique! Après tout, le printemps est à nos portes et beaucoup d'entrepreneurs seront ravis de travailler pour une noble cause.

Michel Saintonge

## A la défense de l'école privée

Grottesque et navrant est la Loi 141 sur les institutions privées accordant au ministre de l'Éducation un pouvoir quasi illimité et refusant aux écoles privées les subsides nécessaires à leur administration. Celles-ci ne pourront sortir d'impatte qu'en pénalisant les parents par une augmentation sensible des frais d'inscription. Comme dans les provinces anglophones, les parents devront payer plus qu'une double taxe scolaire. Coûtant moins cher, elles devraient être pleinement subventionnées. D'où le mépris du libre choix de l'école, de la pseudo gratuité scolaire. Cette situation fait planer une grave menace pour la survie des institutions privées. Voeu explicite que faisait un certain chef de l'opposition à qui on demandait la suppression des écoles privées: «Pas besoin de le faire. Dans quelques années, elles ne pourront plus s'autofinancer. Elles devront fermer».

L'hypothèse de la suppression est de plus en plus une réalité à envisager. (...) Il faut admirer cette dame au grand mérite «d'un million de signatures» toute prête à recommencer. La solution n'est pas dans un million de signatures. Nous l'avons cru un certain temps. C'est trop farfelu et incohérent quand nous estimons être «maîtres chez nous». Il faut savoir raison garder.

Il suffit tout simplement de découvrir que dans le paradoxe de ce noeud gordien, l'éducation appartient naturellement d'une manière «inaliénable» aux parents. Il faut simplifier: l'éducation appartient en premier lieu aux parents et non

pas à l'État dont le rôle est complémentaire, à l'effet d'appliquer au choix de l'école les subides versés par les parents.

L'enfant n'est pas l'être biologique de l'État. Il est le don de la vie et de la responsabilité des parents. (...)

La logique et la crédibilité de l'État sont de le reconnaître dans le respect du choix de l'école catholique privée ou publique et non pas inversement, les parents se soumettant à l'État pour ramasser les miettes qui tomberont de la table du ministre de l'Éducation. La charrie devant les boeufs quoi. C'est l'escalade catastrophique que nous vivons en éducation depuis le Rapport Parent de la mainmise de l'État sur l'éducation.

C'est contre cette intolérance que deux millions de parents ont manifesté dans les rues de Paris en 1985 pour revendiquer le droit des

parents à l'éducation et le maintien de leurs écoles catholiques. Se sont-ils trompés et pourrions-nous en faire autant?

L'hypothèse devient davantage grotesque quand on considère le faux historique où l'on voudrait nous faire entrer sans réticences. C'est le Conseil Supérieur de l'éducation dans la dérive à gauche d'un faux pluralisme qui demande à l'école catholique de faire des concessions pour survivre. Soit de se saborder! Solution inique. Au lieu de mettre le prix fort sur la qualité, c'est à partir d'une conception très basse de l'éducation que le mouvement scolaire québécois aboutit injustement à une politique de suppression aux mains du pouvoir étatique. (...)

Le Ralliement Provincial des Parents  
Achille Larouche  
Gratien Groulx

## Mauvaise comparaison

J'aimerais attirer votre attention et celle de vos lecteurs, sur une citation de M. Marceau de l'entreprise Informatix 2000, qui compare le mode de transmission du virus informatique Michel-Ange à celui du sida. Il faut être vraiment mal informé pour faire une comparaison de la sorte! (...) Ces propos ont pu être interprétés comme s'il était aussi facile pour les humains de contracter le sida que les ordinateurs le virus Michel-Ange, ce qui est absolument faux.

Sachez, M. Marceau, qu'il y a

encore plusieurs personnes qui ont peur de cette maladie, qui ne la connaissent pas. Encore trop de personnes ne se sentent pas concernées, et ce, dans toutes les couches de la société. En région, la situation est parfois dramatique; les personnes atteintes du VIH/sida se sentent rejetées de leur milieu et auront souvent à quitter leur patelin pour aller vers les grands centres urbains. Le sida n'est pas seulement une maladie, il est aussi un grand dérangement social. (...) Michel Biron

### ANALYSE

## Kadhafi à l'école de Saddam Hussein

par Paul EEDLE LE CAIRE (Reuter)

Dans la crise qui l'oppose à l'Occident, le colonel Mouammar Kadhafi semble être mis à l'école de Saddam Hussein: appel à la Nation arabe et promesse de lutte à outrance. Sa logique est simple: s'il semble impossible de vaincre les Occidentaux, du moins peut-on les défier et devenir ainsi un héros du nationalisme arabe. Se rendre, c'est perdre sur tous les tableaux.

Saddam Hussein a sacrifié l'armée irakienne et l'économie de son pays en tenant tête à l'Occident après l'invasion du Koweït. Si ces troupes ont été chassées de l'émirat par la coalition alliée, personne n'a cependant osé le renverser et, pour de nombreux Arabes, le président irakien a fait ce qu'il fallait faire.

Pendant quatre mois, depuis l'inculpation de deux agents libyens mis en cause dans l'attentat de Lockerbie, le colonel Kadhafi a affirmé qu'il était prêt à coopérer dans cette affaire, à condition de ne pas avoir à livrer les deux hommes aux Américains ou aux Britanniques. Malgré les conseils des Égyptiens à Tripoli, les demandes répétées des Occidentaux n'ont eu aucun effet et le Conseil de sécurité de l'ONU a voté la semaine dernière un embargo aérien et militaire contre la Libye à partir du 15 avril.



Mouammar Kadhafi

sauf si les deux hommes sont livrés d'ici là.

Mouammar Kadhafi a alors changé de ton, appelant samedi les musulmans à «aiguiser leurs sabres» pour combattre les «croisés» de l'Occident.

### L'Islam contre les chrétiens?

Le chef de la révolution libyenne a réaffirmé qu'il ne livrerait jamais les deux suspects. Pour lui, La Libye «n'a pas d'autre choix que de prendre les armes et de résister glorieusement».

«Kadhafi présente l'affaire de Lockerbie comme un conflit entre le monde arabe et l'Occident, un conflit entre l'Islam et les chrétiens», explique un diplomate occidental dans la capitale libyenne.

«C'est exactement la même stratégie que celle de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe».

Cette stratégie peut-elle réussir? La monde arabe peut aligner bien des griefs contre l'Ouest - la colonisation et l'appui occidental à Israël notamment - et la Ligue arabe, qui a tenté une médiation entre Tripoli et les Occidentaux, a apporté un certain soutien à la Libye.

Yasser Arafat, lors d'une visite dans un camp de combattants palestiniens en Libye, a également apporté son appui au «peuple frère» de la Jamahiriya, a rapporté le radio de l'OLP.

L'Organisation de la conférence islamique (OCI) s'est prononcée dimanche contre l'adoption de sanctions et a appelé toutes les parties à tenter de régler pacifiquement la crise. Dans un communiqué, le secrétaire général de cette organisation, Hamid Algabid, «constate avec un profond regret l'explicable précipitation avec laquelle le Conseil de sécurité a été conduit à voter la résolution 748».

L'ampleur du soutien recueilli par la Libye dans le monde arabe déterminera en grande partie l'attitude du colonel Kadhafi à l'approche de la date limite du 15 avril, estime un diplomate arabe. «S'il pense qu'il peut avoir le rôle du héros dans cette affaire, alors il est capable de ne pas céder d'un pouce», ajoute-t-il.

*Là, où c'est toujours moins cher qu'ailleurs!*

# VENTE D'ENTREPOT



La Vente d'entrepôt est  
présentement en cours chez  
Meubles TOUSIGNANT  
Profitez-en!...

## UNE VENTE COLOSSALE

Tout est réduit! Des escomptes vous sont offerts sur toute la marchandise, même jusqu'en bas du prix coûtant! Faut vider l'entrepôt à tout prix!

MODÈLES DISCONTINUÉS, DÉMONSTRATEURS (avec de légères imperfections) et MARCHANDISES RÉGULIÈRES... Vous trouverez ce qui vous convient!

Choix de meubles de tous les styles et électro-ménagers... Vous avez le vrai choix chez MEUBLES TOUSIGNANT!

# RABAIS

# &

# ESCOMPTE

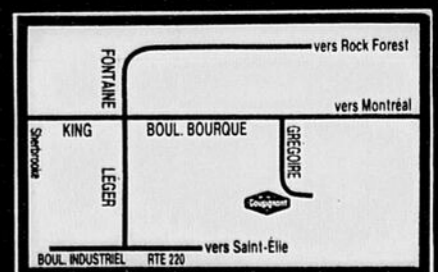
# VENTE



Possibilités de crédit



Plan mise de côté



# 1279, rue Grégoire Rock Forest 565-7515

# Conciergerie molesté et ligoté par deux malfaiteurs

Nelson FECTEAU Thetford Mines

Un préposé à l'entretien ménager a vécu des moments éprouvants dans la nuit de mercredi à jeudi à la piscine de l'école secondaire Albert-Carrier de Thetford Mines alors qu'il a été pris à partie par deux malfaiteurs affublés de bas de nylon

sur le visage.

Il était 00 h 15 lorsque le jeune conciergerie de 17 ans s'est retrouvé face à un individu dont le visage était masqué par un bas de nylon et qui s'était vraisemblablement caché à la fermeture de la piscine. Les deux hommes en sont venus aux prises et au moment où le conciergerie semblait prendre le dessus sur son adversaire, un second individu a

fait son apparition et a menacé la victime en lui appuyant un couteau sur la gorge.

Le jeune homme n'a eu d'autre alternative que de se montrer plus collaborateur. Finalement, les deux bandits ont fait main basse sur une somme d'environ 150 \$ et sont repartis non sans avoir solidement ligoté le conciergerie sur une chaise. Ils ont pris la fuite à bord de l'automobile

de leur victime après lui avoir subtilisé ses clés. Ce n'est que vers 2 h 20 que ce dernier a réussi à se libérer de sa fâcheuse position et à alerter la police.

A la réception de l'appel, les patrouilleurs du Service de la protection publique venaient à peine de retrouver le véhicule abandonné dans la côte Sharp à la sortie du quartier Mitchell, direction Black Lake, près de la

traverse de camions menant de la mine Beaver à la mine B.C. Les deux malfaiteurs avaient pris le temps de fracasser le pare-brise avant de prendre la clé des champs.

L'un des deux suspects, un individu de 5 pieds 10 pouces, portait un manteau de cuir noir et des jeans. L'autre, mesurant environ 5'6", portait un manteau de cuir brun.

# Voie d'accès au parc industriel: Windsor sort 125 000 \$

Jacynthe NADEAU Windsor

Les conseillers municipaux ont donné leur accord, cette semaine, à un investissement de 125 000 \$ prélevé à même le fonds de roulement de la Ville de Windsor. Cette somme servira à défrayer les coûts de conception des plans et devis pour la voie d'accès au futur parc industriel.

Le mandat ne pourra être donné à la firme d'ingénierie que lorsque l'aide financière du gouvernement fédéral pour ce projet sera officiellement confirmée.

Évalué à 2,2 millions \$, le projet de voie d'accès devrait bénéficier d'une subvention de 800 000 \$ accordée par le gouvernement fédéral. C'est ce qu'avait assuré, en décembre dernier, le député de Richmond-Wolfe, Yvon Côté.

A la suite de cette confirmation, les plans pourront être préparés par le Groupe Teknika de Sherbrooke. Cette phase du projet comprend aussi l'analyse de sol et la préparation du cahier de charges pour les soumissionnaires.

Ces plans sont nécessaires pour procéder à l'adoption du règlement d'emprunt qui sera ensuite soumis à l'approbation de la population et du gouvernement. Au dire de M. Plante, les soumissions publiques pour la réalisation des travaux seront appelées durant la même période.

Tant que le gouvernement n'aura pas confirmé son implication financière, aucune somme ne sera débloquée pour les plans. Quand cette étape sera franchie, la Ville ira en consultation populaire.

**Brouillard** PLUS DE 100 VÉHICULES A LIQUIDER  
 2700, rue King Ouest, Sherbrooke, 569-9941  
**VENTE DE FERMETURE**  
 Aucune offre raisonnable refusée  
 Lundi au jeudi et vendredi ouvert jusqu'à 21 h  
 Samedi ouvert toute la journée

# OFFRES SPÉCIALES JOURS SEARS, SAMEDI SEULEMENT

**RABAIS 50%**  
**LAME POUR ENTREPRENEUR**  
 Lame 10" à 28 dents à pointes au carbure. No 30335. Ord. 29,99\$  
 Ch.....14,99\$

**RABAIS 50%**  
**WD-40 EN VAPORISATEUR**  
 Lubrifiant tout usage en format 12 oz. À utiliser partout à la maison.  
 Ord. 4,19\$. Ch.....2,09\$

**RABAIS 50%**  
**JEU DE DOUILLES**  
 Douilles à prise 3/8". Standard ou métriques. Nos 41033/42033. Ord. 19,89\$. Ch.....9,94\$

**RABAIS 40%**  
**NÉCESSAIRE CRAFTSMAN<sup>MD</sup>**  
 Transforme votre toupe en un système d'assemblage Bis-Kit. No 70423. Ord. 89,99\$.  
 Ch.....49,99\$

**RABAIS 25%**  
**JEU DE FORETS 16 PIÈCES**  
 En acier rapide à pointes centrées. No 75306. Ord. 44,99\$. Ch.....19,99\$

**RABAIS 40%**  
**HUILE SPECTRUM 10W30**  
 Format 1 litre. Limite de 12 par client. No 11811. Ord. 1,79\$.  
 Ch.....99c  
 Rayon automobile, pas dans tous les magasins

**RIEN QUE 88c**  
**BALLES DE GOLF RÉCUPÉRÉES**  
 Balles de golf récupérées, vendues à l'unité. No 31299. Sears ord. 97c

**RABAIS 20%**  
**FAUTEUIL 4 POSITIONS**  
 Modèle en résine durable, garanti 5 ans\*. No 98774. Ord. 59,99\$.  
 Ch.....39,99\$  
 \*Détails de la garantie en magasin

**RABAIS 191\$**  
**KENMORE À 12 POINTS**  
 Machine à coudre à 6 points ordinaires et 6 points extensibles. 206 481 278. Sears ord. 436,84\$.  
 Ch.....245,73\$

**RABAIS 50%**  
**BRIQUETTES CÉRAMIQUE**  
 Remplacent les briquettes de lave. Paq. pour grand barbecue. No 39846. Ord. 9,99\$.  
 Ch.....4,99\$

**ENS. 9<sup>99</sup>**  
**ENS. MOLLETONNÉ**  
 Ens. 2 pièces pour filles. Polyester et coton. P, M, G

**ENS. 8<sup>99</sup>**  
**ENS. POUR BÉBÉS**  
 Ens. 2 pièces en jersey, pantalon imprimé à bretelles, maillot à pressions. Tailles 20, 26, 32 lb.

**2<sup>99</sup>**  
**CEINTURES POUR GARÇONS**  
 Modèles variés avec de légères imperfections n'affectant pas l'usage. Tailles 22-32, dans la limite des stocks disponibles

**9<sup>99</sup>**  
**CHAUSSETTES EN TOILE**  
 Modèle en toile de coton pour filles. Glissière devant. 3 couleurs. Pointures 11-13, 1-4.

**13<sup>99</sup>**  
**CHAUSSETTES MONTANTES**  
 Modèles en toile pour enfants. Aspect denim délavé. Pointures 1-6.

**14<sup>99</sup>**  
**CHEMISES SPORT ARROW**  
 Pour vous messieurs, modèles légers à manches courtes pour l'été. Polyester et coton. 4 coloris. P-TG.

**6<sup>99</sup>**  
**CALEÇONS POUR HOMMES**  
 Faits au Canada. Paq. de 5 en coupe moyenne. Blanc ou tons variés. P-TG.

**1<sup>99</sup>**  
**CHAUSSETTES POUR HOMMES**  
 Modèles habillés en coton/nylon. Tons unis ou unis à motifs sur les côtés. Unitaillé.

**5<sup>88</sup>**  
**PANTALONS POUR GARÇONS**  
 Modèle rugby en toile de coton à taille élastique. Tons variés. Tailles 4-8X.  
 Les prix ord. mentionnés sont des prix Sears

**RABAIS 35%**  
**USTENSILES T-FAL<sup>MD</sup>**  
 Pièces de la série Signature<sup>MD</sup>, vendues séparément. Ord. 26,99\$.  
 60,99\$. Ch.....17,54\$ - 39,64\$

**8<sup>88</sup>**  
**SUPPORT EN BOIS**  
 Idéal pour 12 bouteilles de vin. Fini chêne doré. Léger assemblage requis.

**14<sup>99</sup>**  
**RAMASSE-CHARPIE VALET<sup>MD</sup>**  
 Au plus bas prix de la saison! Prime! Rouleau format de poche. Limite de 1 prime par client, dans la limite des stocks disponibles

**RABAIS 35%**  
**DÉTERGENT À LESSIVE**  
 Boîte de 24 L pour jusqu'à 192 lessives. No 53224. Ord. 59,99\$.  
 Ch.....24,88\$

**RABAIS 30%**  
**JETÉ POUR MEUBLE**  
 Tous les jetés, coussins assortis et coordonnés pour fenêtre en stock à prix courants.

**RABAIS 50%**  
**ACCESSOIRES 'LUXURA'**  
 Couvre-abattant. Ord. 15,99\$.  
 Ch.....7,99\$  
 Couvre-réservoir 2 pièces.  
 Ord. 29,99\$. Ch.....14,99\$

**RABAIS 50%**  
**COUVERTURES COSELIG**  
 En flanelle de coton. 3 formats. Ord. 19,99\$-29,99\$.  
 Ch.....9,99\$-14,99\$

**RABAIS 50%**  
**JUPONNAGES VARIÉS**  
 Ecrû ou blanc. 1 pl., 2 pl., G 2 pl. Ord. 19,99\$-29,99\$.  
 Ch.....9,99\$-14,99\$

**RABAIS 50%**  
**POUR L'ORDINATEUR**  
 Poste de travail complet. Fini chêne ou noir. No 17870. Ord. 199,99\$.  
 Ch.....149,99\$

**944\$**  
**AU CHOIX...**  
 Canapé à section articulée, causeuse ou canapé-lit. Venez vite! Fauteuil pivotant, inclinable aussi en réclame

**MOITIÉ PRIX**  
**BERCEUSE CHÊNE CLAIR**  
 Cadre en bois dur massif au doux fini chêne clair. No 44016. Ord. 199,99\$.  
 Ch.....89\$

**RABAIS 35%**  
**STORES DUETTE SUR MESURE**  
 Stores sur mesure par Hunter Douglas. Tissus variés, avec ou sans plis.

**RABAIS 161\$**  
**CANAPÉS-LITS**  
 Format standard ou grand. 48831/6. Ord. 799,99\$-899,99\$. Ch. 638\$-738\$  
 Fauteuil assorti aussi en réclame

**RABAIS 50%**  
**LITS SUPERPOSÉS**  
 En métal. Blanc, rouge ou bleu. 2 bordures de sécurité. No 78010. Ord. 269,99\$. Ch.....219,99\$  
 2 matelas 1 pl. vendus sep.

**RABAIS 15%**  
**CASQUE D'ÉCOUTE STÉRÉO**  
 Modèle Dynamic<sup>MD</sup> très léger. No 35159. Ord. 24,99\$.  
 Ch.....9,99\$

**RABAIS 33%**  
**CANON<sup>MD</sup> SNAPPY EZ**  
 Appareil photo 35 mm à mise au point fixe. No 11406. Ord. 91,48\$.  
 Ch.....57,76\$  
 Film et piles non incl.

**14<sup>99</sup>**  
**FUSEAU POUR FEMMES**  
 Pantalons extensibles à super prix. Choix de 5 couleurs. 8-16.

**RABAIS 50%**  
**BLOUSES IMPRIMÉES IMAGE**  
 Pour femmes, tailles Image 38-44. Ord. 20\$-28\$.  
 Ch.....9,99\$ - 13,99\$

**RABAIS 50%**  
**PANTALONS V.I. PETITES<sup>MD</sup>**  
 Modèles en polyester avec ceinture. Tons variés. Femmes, tailles 8-18. Ord. 28\$.  
 Ch.....13,99\$

**MOITIÉ PRIX**  
**ENS. CADEAU ALFRED SUNG**  
 Ens. comprenant eau de toilette 30 mL en vapo, parfum 4 mL format sac. \*Rabais basé sur prix ord. Sears par mL. Dans la limite des stocks disponibles

**2/99c**  
**SAVONS GLYCÉRINE**  
 Format 100 g. Arôme pomme verte, pêche, fraise. Faites-en provision!

**RABAIS 40%**  
**BAGUES À DIAMANTS VARIÉES**  
 En or 10K. Pour hommes et femmes. Ord. 149\$-399\$.  
 Ch.....89,40\$-239,40\$  
 Le choix peut varier d'un magasin à l'autre

**99c**  
**CHAUSSETTES POUR FEMMES**  
 Modèles légers en mélange coton/nylon. Unitaillé.  
 Le choix peut varier d'un magasin à l'autre.

**OFFRES DE DURÉE LIMITÉE**  
**99c**  
 Ch. Pendant 1 heure à compter de l'ouverture. Ord. 1,33\$  
**LAPIN EN CHOCOLAT**  
 Chocolat au lait plein 400 g. Limite de 4 par client.  
**49c**  
 Ch. Pendant 1 heure à compter de l'ouverture. Ord. 66c  
**LAPIN EN CHOCOLAT**  
 Chocolat au lait plein 200 g. Limite de 4 par client.

**UN SEUL CLUB VOUS OFFRE MAINTENANT LE CHOIX**  
 En tant que membre du Club Sears, vous pouvez échanger vos points du Club Sears contre des bons d'achat ou des milles aériens AIR MILES<sup>SM</sup>.  
 Détails en magasin

# Affaire Laidlaw: la MRC porte la cause en appel

Magog

La Municipalité régionale de comté de Memphrémagog a emboîté le pas à Saint-Élie-d'Orford et décidé de porter en appel une décision rendue la semaine dernière par un juge de la Cour supérieure dans un litige qui l'oppose à Laidlaw.

Dans ce dossier, la Municipalité régionale de comté agira à titre de mandataire de 9 des 10 municipalités de son territoire qui sont desservies par le site d'enfouissement exploité à Canton de Magog par Laidlaw. La seule municipalité qui n'a pas jugé opportun de se joindre au peloton est la Ville de Magog qui ne croit pas que la Cour d'appel renverse la décision du juge Pierre Boily.

Le juge Boily a rejeté une requête en évocation soumise par Saint-Élie-d'Orford et la Municipalité régionale de comté qui alléguaient qu'en fixant à 20 \$ la tonne métrique le prix moyen de l'enfouissement des déchets la Commission municipale fait payer aux municipalités des infrastructures que d'autres clients de Laidlaw utilisent.

# EAU POTABLE

MARTINVILLE  
 (MM) — Les citoyens de Martinville desservis par le réseau municipal d'aqueduc sont priés de faire bouillir l'eau pendant cinq minutes avant de la consommer.  
 L'avis d'ébullition émis hier par la municipalité de Martinville fait suite à la découverte de coliformes dans le réseau d'aqueduc.  
 D'autres échantillons doivent être prélevés au cours des prochains jours dans le réseau municipal d'aqueduc et dès que les coliformes auront disparu, la municipalité en avisera ses citoyens.

# PAS DE PLUS BAS PRIX CETTE SAISON!

PRIX EN VIGUEUR SAMEDI LE 11 AVRIL 1992, SAUF AVIS CONTRAIRE, DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES



vous en avez pour votre argent...et plus

**SATISFACTION OU REMBOURSEMENT** **SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA** **LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA** **LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN**  
 Les mentions 'Ord.' ou 'État' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Ste-Marthe-sur-le-Lac: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges-de-Beauce: 228-2222. Copyright Canada, 1992. Sears Canada Inc.

Quand tu vis un moment difficile et que tu as besoin de parler. A Secours Amitié il y a quelqu'un pour t'écouter.  
**UN CŒUR D'ESPOIR...**  
**SECOURS/AMITIÉ**  
 Poste d'écoute: 564 2323  
 Sans frais d'appel:  
 LAC MEGANTIC  
 WFFNON  
 ASBESTOS  
 composez 0 et demandez Zenith 5 3060  
**À TOUTE HEURE DU JOUR ET DE LA NUIT**